

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
FORMATION DU DÉPARTEMENT
DU
MORBIHAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Juin 1920, à cinq heures

Par

DÉSIRÉ JOUANY

Lauréat de la Faculté de Droit de Rennes

Rédacteur au Ministère de l'Intérieur

Président : M. CHÉNON

Suffragants : MM. MEYNIAL

GIDEL.

VANNES. - Imprimerie Ouvrière Vannetaise, 46, rue du Mené.

1920

La Formation du Département
du MORBIHAN

La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
FORMATION DU DÉPARTEMENT
DU
MORBIHAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Juin 1920, à cinq heures

Par

DÉSIRÉ JOUANY

Lauréat de la Faculté de Droit de Rennes
Rédacteur au Ministère de l'Intérieur



Président : M. CHÉNON
Suffragants : MM. MEYNIAL
GIDEL.



VANNES. — Imprimerie Ouvrière Vannetaise, 46, rue du Mené.

1920

PRÉFACE

L'étude de la formation des départements peut être comprise de diverses façons. Certains, y voyant un problème de géographie politique, se sont uniquement souciés d'indiquer la division des anciennes provinces en départements, de ces derniers en districts, cantons et communes, et de mentionner les différentes modifications territoriales survenues depuis 1790. Le sujet ainsi traité ne donne pas une impression suffisamment exacte de la grande réforme administrative. On peut, il est vrai, se reporter à des ouvrages d'histoire générale pour connaître les raisons qui motivèrent une nouvelle organisation et les opérations par lesquelles elle fut réalisée ; malheureusement les grandes lignes sont seules indiquées. Il faut, pour approfondir ce sujet, s'attacher à une province, à un département ; l'étude ainsi entreprise, outre qu'elle abonde en précieux renseignements régionaux, éclaire singulièrement l'œuvre d'ensemble.

La province de Bretagne est à cet égard particulièrement intéressante. Grâce aux privilèges qui lui avaient été accordés, lors de sa réunion à la France, privilèges maintenus par l'opiniâtreté de ses habitants, la Bretagne avait plus que toute autre province, conservé une certaine indépendance. Dès lors comment les réformes révolutionnaires qui détruisaient ces prérogatives allaient-elles être accueillies ? La formation des départements bretons n'allait-elle pas subir d'entraves ? Des mesures spéciales n'étaient-elles pas nécessaires pour insuffler à cet organisme si spécial la vie du pays ?

Parmi les cinq départements qui se partagèrent la Bretagne, nous avons choisi, comme sujet d'étude le Morbihan. Il est seul limitrophe des quatre autres départements bretons. Au Sud il est magnifiquement baigné par l'Océan ; au Nord il présente l'aspect de la Bretagne continentale, de l'« Arvor » avec ses landes et ses bois. — Par l'Ouest, il se rattache à la « Bretagne bretonnante » où la langue française est inusitée ;

à l'Est au contraire on parle peu, ou pas, breton. Le Morbihan est donc le département désigné mieux que tout autre pour caractériser la province toute entière.

Avant d'envisager le travail de refonte administrative, il faut tout d'abord avoir une idée précise de l'état existant. Quelles étaient les institutions propres à la Bretagne ? Quelles étaient les aspirations sociales, les besoins économiques de la population ? Les différentes divisions (administratives, judiciaires, religieuses, féodales, etc.), qui se partageaient la France doivent aussi être étudiées ; mais elles peuvent l'être dans un cadre plus restreint ; nous les avons envisagées dans le diocèse de Vannes qui fut le principal noyau du département du Morbihan.

Le projet de division des provinces en départements fut confié aux députés intéressés. Ce fut à eux, ainsi qu'au comité de constitution que les villes ambitieuses d'obtenir un chef-lieu de district ou de canton adressèrent leurs demandes. Ce fut au chapitre des Feuillants que l'assemblée des députés de Bretagne élaborait le partage de la province. Aussi ne faut-il pas s'étonner de trouver tous les documents concernant la formation territoriale du département aux Archives nationales.

Les limites déterminées, il fallait donner, au département, la vie ; et pour cela nommer des électeurs, des administrateurs. Pour la première fois, la population rurale fut conviée à des élections autres que celles des municipalités. Pour la première fois, une assemblée de plus de quatre cents électeurs, comprenant une forte majorité de cultivateurs, se trouvait réunie à Vannes. L'élection des administrateurs du département ne fut pas leur seule préoccupation : le mot de domaine congéable était sur toutes les lèvres ; la plupart des électeurs étaient en effet soumis à ce mode de tenue conventionnelle qu'ils haïssaient. Nous avons pensé qu'il n'était pas inutile de mentionner ces discussions ainsi que la situation économique du département au moment de sa formation et notamment les troubles suscités à Vannes par l'insuffisant approvisionnement en grains. Ces renseignements qui semblent, à première vue, étrangers à la formation du département, expliquent, éclairent les mesures administratives qui, furent alors prises. Les documents concernant cette période se trouvent aux archives communales des chefs-lieux de cantons où se tinrent les assemblées primaires et aux archives départementales du Morbihan. Cependant pour activer les opérations électorales des commissaires royaux avaient été nommés ; ils correspondirent presque quotidiennement pendant toute cette

période de préparation (Mars-Juin 1790) avec le comte de Saint-Priest, ministre de l'Intérieur ; c'est aux archives nationales qu'il faut alors recourir pour retrouver cette correspondance qui présente un puissant intérêt.

Les administrateurs nommés, la transmission des pouvoirs opérée, l'étude de la formation du département est-elle terminée ? Nous ne le croyons pas. Il faut arriver en l'an VIII pour que le département prenne sa physionomie actuelle et soit doté d'institutions encore existantes : préfecture, sous-préfecture, conseil général, conseil d'arrondissement. Mais le souci de ne pas donner à nos développements une suite trop longue nous oblige à arrêter plus tôt notre étude. (1)

Le second semestre de 1790 seul envisagé ici, est particulièrement intéressant quant à la formation du département, par la coexistence de la nouvelle administration et d'une partie de l'ancienne, chacune avec des fonctions distinctes. Nous avons puisé, pour l'étude de cette période, aux archives départementales du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. — Il n'est pas inutile de noter qu'à cette époque se révélèrent les premiers mouvements hostiles à la Constitution civile du clergé. La sourde fermentation des esprits, dénoncée par les troubles locaux de Février 1791 font pressentir la guerre civile toute proche. La chouannerie se mêla intimement à la vie administrative du Morbihan. Un des phénomènes les plus curieux de l'influence de la lutte religieuse sur l'organisation administrative du département se manifesta en l'an III. La nouvelle Constitution supprimait les districts et groupait les communes de moins de cinq mille habitants en municipalités de cantons. Celles-ci furent formées tant bien que mal sur le papier. La difficulté de recruter les administrateurs était d'autant plus grande que ceux-ci avaient à craindre l'aversion des chouans. Ceux qui acceptaient leurs mandats restaient inactifs devant des menaces constamment renouvelées. L'administration du département comprit bien vite que la disparition des districts lui enlevait la possibilité de conserver des relations avec les campagnes. Les arrêtés des 12 et 30 brumaire et du 25 pluviôse an IV maintinrent en raison « de l'état exceptionnel où la guerre et l'insurrection avait placé le pays » les administrations de districts (2).

Ceux-ci ne furent remplacés par les municipalités de cantons qu'en prairial an V. Le directoire du département ne fut pas entièrement isolé des campagnes ainsi qu'il le craignait.

(1) On trouvera, à la table des matières, le sommaire de la partie de l'ouvrage, telle que nous l'avions conçue, concernant l'histoire administrative du département de 1791 à l'an VIII.

(2) Archives départementales du Morbihan L 81, 84, 137 et 138.

Les commissaires placés, par lui, près de chaque municipalité de canton lui envoyaient des rapports décadaires. Mais les difficultés, toujours croissantes de recrutement du personnel faisaient que toutes les bonnes volontés, même les plus ignorantes, étaient toujours acceptées. Le commissaire de Sarzeau, questionné sur l'esprit public régnant dans son canton, répondait « De l'esprit public, il n'y en a pas, dans mon canton » et il s'empressait d'ajouter « De l'instruction publique, non plus ». Au moment où la misère très grande faisait craindre aux autorités publiques de graves épidémies, le commissaire d'Auray interrogé sur l'état sanitaire de son canton écrivait pour toute réponse : « Il meurt beaucoup de chats ». Le commissaire près le département Le Malliaud se rendait compte de cette insuffisance : « En vain, je leur demande des renseignements précis sur la situation politique de leur arrondissement ; ils sont incapables d'aucune vue d'utilité générale » (1).

Une administration rurale incapable ou indolente, sans liens véritables avec l'administration du chef-lieu, la guerre civile presque permanente mirent le département dans une situation lamentable. L'enseignement jusqu'alors confié à des prêtres, maintenant réfractaires, n'avait pas d'autres représentants. Les hospices et les établissements de bienfaisance dépouillés de leur biens, étaient dans la plus grande détresse. Les prisons étaient dégradées et en si mauvais état que le commissaire du directoire en parlait comme de « tombeaux fétides ou des êtres vivants sont ensevelis ». Les impositions se recouvraient lentement. Les routes et surtout les chemins ruraux étaient impraticables. Les forêts dévastées. Le commerce nul. L'agriculture stagnante.

Les mesures libérales prises par Napoléon assurèrent le retour des prêtres réfractaires. La soumission des insurgés devait nécessairement suivre de peu ; en Janvier 1800 c'était chose faite. La Constitution de l'an VIII fortement centralisatrice était un remède tout indiqué après une longue période de désordre et de guerre civile. Le département sorti épuisé de la tourmente révolutionnaire, allait sous le régime napoléonien naître à une vie nouvelle.

(1) Archives départementales du Morbihan L 228, 252 et 253 bis.

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE

Sources

Archives nationales :

D IV 44	FIG III Morbihan 1	NN* 43
D IV ^{bis} 1	F ²¹ 443	NN 118
D IV ^{bis} 11	F ²¹ 487	NN 269
D IV ^{bis} 28	A D XVI 52	
D IV ^{bis} 68	A D XVI 53	

Archives départementales du Morbihan :

C 2	L 84	L 228 ^{bis}
C 2 403	L 137	L 252 ^{bis}
L 72	L 138	L 253 ^{bis}
L 73	L 198	L 354
L 81	L 233	

Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine :

C 3 843

Fonds de la Commission de liquidation (non classé).

Archives communales de Vannes :

B B 29.

Bibliographie

- COMTE DE LUÇAY. Les Assemblées provinciales et les divisions administratives en 1789 (Paris 1837, in-8°).
- N.-L. CARON.. L'Administration des Etats de Bretagne (Paris 1872, in-8°).
- GOBIER..... Mémoire pour le Tiers-Etat de Bretagne (brochure in-8°, 1789).
- DUCHATELLIER.. Histoire de la révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne, Paris 1836.
- B. POCQUET... Les origines de la révolution en Bretagne, (Paris 1885, in-8°).
- E. SAGERET... Le Morbihan et la chouannerie sous le Consulat (Paris 1911, in-8°).
- A. DUPUY..... L'Administration municipale en Bretagne (Paris 1891, in-8°).
- DE LA BORDERIE. Essai sur la Géographie féodale de la Bretagne (Rennes 1889, gr. in-8°).
- E. CHÉNON..... L'ancien droit dans le Morbihan. (Vannes 1894, in-8°).
- L. DUBREUIL... Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne, à l'époque de la Révolution. (Rennes 1915, in-8° (deux volumes).
- ROSENZWEIG... Dictionnaire topographique du département du Morbihan. (Paris 1864 in-4°).
- Archives Parlementaires. Tomes X, XI, XII, XXIII.

LA Formation du département du Morbihan

CHAPITRE PREMIER : *L'ÉTAT ANTÉRIEUR*

I. — La Bretagne

Les esprits les plus clairvoyants considéraient, en 1789, l'Union Nationale, les uns comme pure chimère, les autres comme un idéal bien difficile à réaliser. Mirabeau écrivait que les Français n'auraient jamais la même loi. Un des futurs rédacteurs du Code civil, Portalis, répétait qu'il ne fallait pas y songer. — Rabaud St-Etienne, qui devait bientôt faire inscrire dans la Constitution de 1791 « le royaume est un et indivisible » se demandait « si l'association de toutes les provinces se confondant sous une même loi, s'administrant par les mêmes principes, n'était pas une chimère ».

Les circonscriptions administratives, judiciaires, religieuses qui se partageaient la France étaient nées à des périodes différentes de l'histoire. Elles se pénétraient, se superposaient, s'enchevêtraient sans lien, ni cohésion.

Le grand obstacle à la réalisation de l'Union Nationale semblait résider dans l'esprit particulier des provinces qui entendaient garder leurs coutumes propres. Certaines, les pays d'État, jouissaient d'une demi indépendance, d'une espèce d'autonomie ; elles ne se faisaient pas faute, à l'occasion, de rappeler le gouvernement royal à l'observation et au respect de leurs privilèges.

C'est en Bretagne, surtout, que ces manifestations furent les plus fréquentes et les plus orageuses, aussi cette province était-elle réputée comme turbulente et fort difficile à diriger.

Le particularisme des provinces ne fut cependant pas l'obstacle que d'aucuns redoutaient : — Le pouvoir royal les avait énervées, amoindries par l'action toujours plus puissante de ses intendants. — Enfin et surtout des dissensions intestines entre les différents ordres étaient devenues fréquentes dans les provinces qui présentaient encore une façade d'autonomie.

La mésentente entre les ordres privilégiés et le Tiers était particulièrement violente en Bretagne ; leurs intérêts étaient en opposition sur plusieurs points et le conflit qui menaçait depuis longtemps devait éclater avec une violence singulière en décembre 1788, sorte de prélude à la grande révolution.

C'était d'abord sur la représentation même des différents ordres à l'assemblée provinciale (États de Bretagne) que le Tiers était en désaccord avec la Noblesse. Les États de Bretagne, dont les pouvoirs concernaient les finances de la province, se réunissaient tous les deux ans. — Entre deux sessions, les États se faisaient remplacer par des commissaires intermédiaires. Au-dessous, étaient délégués des bureaux diocésains, composés de trois députés de chaque ordre, établis aux sièges des évêchés de la province.

Le nombre des députés de la Noblesse était illimité ; tous les gentilshommes, de plus de 25 ans, pouvaient faire partie de l'assemblée. — Les députés du clergé se composaient des évêques et abbés de la province et des envoyés des chapitres diocésains. Les communautés des villes désignaient, en nombre limité, les députés du Tiers ; les prêtres des campagnes et toute la classe rurale n'avaient aucun représentant.

Aux États de 1788 l'Assemblée était composée ainsi : députés du Clergé, 31 ; de la Noblesse, 900 ; du Tiers, 42. — Le vote avait lieu par Ordre.

Si le Tiers demandait à être plus justement représenté aux États, c'était surtout pour se soulager du fardeau des impôts dont il supportait presque seul le poids. — Ce n'est pas que la Bretagne fut mal partagée dans la distribution des charges financières ; la part contributive par tête était de 12 livres 10 sous, tandis que dans les autres provinces, elle était toujours supérieure, quelquefois du double (1).

(1) De LUÇAY. — « Assemblées provinciales sous Louis XVI », page 467 et s. — Lorraine 12 l. 19 s. — Franche-Comté 13 l. 14 s. — Limousin 13 l. 15 s. — Alsace 14 l. 1 s. — Berry 15 l. 12 s. — Bourbonnais 17 l. 7 s. — Dauphiné 17 l. 14 s. — Auvergne 18 l. 16 s. — Bourgogne 19 l. 3 s. — Flandre-Artois 20 l. 3. — Languedoc

Mais la charge pesait presque toute sur le Tiers et particulièrement sur la population rurale.

La plupart des impôts étaient abonnés, ce qui explique la situation privilégiée de la Bretagne à la veille de la Révolution. Tandis que les pays d'élection avaient été pressurés au cours du XVIII^e siècle par la politique énergique de certains contrôleurs généraux des finances, la Bretagne était restée à peu de chose près, au taux antérieur des impositions. La taille était perçue, en Bretagne, sous le nom de « fouages ordinaires ». Les deux ordres privilégiés n'y étaient pas soumis. — Les fouages ordinaires sont la plus ancienne imposition directe de la province. Ils appartiennent au roi et sont versés à la recette générale des finances. Ils produisent 278.667 livres (1). — La répartition avait été faite par paroisses, chacune comprenant un nombre déterminé de feux ou unités imposables. Au XV^e siècle la province comprenait 39.747 feux ; les dégrèvements accordés au 16^e et 17^e siècle réduisirent ce nombre à 31.445 feux ; chiffre qui dès lors resta invariable. Cette répartition, équitable au début, devint arbitraire et injuste quand, par la suite, la richesse se déplaça. Pour certaines paroisses l'imposition était trop onéreuse, pour d'autres elle était dérisoire.

Les fouages extraordinaires venaient se greffer sur la précédente imposition ; d'abord, emprunt forcé sur tous les contribuables aux fouages, ils avaient été établis par les États pour équilibrer son budget, sous la réserve, très explicitement indiquée, que les sommes ainsi reçues et leurs intérêts seraient remboursés. En 1643, l'impôt, levé par les États à chaque session, prit le caractère d'imposition permanente. Le chiffre annuel des fouages extraordinaires était de 428.000 livres, ce que l'on appelait le redoublement entier des fouages. Le produit de cette imposition appartenait aux États qui le faisaient verser dans la caisse de leur trésorier.

La capitation et les vingtièmes étaient depuis 1734 abonnés par la province. La répartition et le recouvrement étaient surveillés par la commission intermédiaire.

La capitation, impôt sur le revenu présumé, avait été

22 l. 1 s. — Champagne 26 l. 3 s. — Picardie 28 l. — Orléanais 28 l. 14 s. — Normandie 29 l. 16 — Lyonnais 30 l. — Ile de France 64 l. 5.

Dans le même sens, une lettre de 1785 de l'Intendant de Bretagne Bertrand de Molleville au contrôleur général.

(1) CARON : de l'administration des Etats de Bretagne, p 209.

rachetée par le clergé. Des rôles et des receveurs spéciaux existaient en faveur de la noblesse si bien que celle-ci payait seulement 125.000 l. sur les 1.700.000 l. prix de l'abonnement. Les villes étaient imposées pour 345.548 l. et les paroisses rurales pour 1.714.470 l. (1).

Les vingtièmes étaient un impôt réel frappant le revenu. De toutes les impositions, c'était la mieux répartie. La noblesse y était soumise ; elle jouissait bien de certains ménagements, mais elle n'avait pu obtenir un rôle spécial.

La corvée, abolie dans le royaume, depuis le 27 juin 1787, subsistait encore en Bretagne en tant qu'obligation de construire et d'entretenir les chemins.

L'impôt indirect le plus important était dénommé « grands et petits devoirs ». Les Etats le levait à leur profit. Impôt sur la consommation, sa meilleure partie résultait du droit établi sur la vente au détail des boissons. Son produit était de 4.800.000 l. (2).

La Bretagne, grands pays producteur de sel était franche de gabelle.

Il résulte de ce rapide examen que le Tiers et surtout la population rurale supportaient la presque totalité des impôts.

Les réclamations allaient bientôt percer à l'occasion de la convocation des Etats de Bretagne qui se réunirent à Rennes le 28 décembre 1788.

Au lieu de donner, suivant l'usage, une procuration sans charges, les villes qui avaient le droit de députer aux Etats, rédigèrent des cahiers dont elles prescrivirent l'observance à leurs délégués.

Les députés du Tiers se réunirent à Rennes les 22 - 27 décembre pour y rédiger un cahier commun des réclamations avec obligation pour eux de ne point s'en départir. (3)

Les principales demandes du Tiers étaient les suivantes :

1) Dès la tenue de 1788, les députés du Tiers seront égaux en nombre à ceux des deux autres ordres réunis. — L'ordre du Tiers sera composé dans les proportions d'un député par 10.000 habitants, de manière à comprendre au moins 200 députés.

2) Les recteurs des villes et campagnes seront admis dans l'ordre de l'église et représentés par des députés élus par leurs pairs.

(1) CARON p. 148.

(2) GOHIER (Mémoire pour le Tiers Etat de Bretagne, in-8°, 1789.

(3) Histoire de la révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne par DUCHATELLIER, Paris 1836. — Livre I, Chap. V.

3) Le vote se fera par tête et non par ordre.

4) Dans les commissions et députations le nombre des députés du Tiers sera égal à celui des deux autres ordres réunis et les voix comptées par tête.

5) Les impôts seront également répartis entre les trois ordres notamment les fouages ordinaires et extraordinaires

6) Une contribution frappant également tous les citoyens sera levée pour remplacer la corvée abolie.

7) Les députés refuseront de délibérer sur tout espèce d'affaire tant que ces demandes n'auront été préalablement accordées, ils pourront seulement voter le don gratuit et consentir la régie provisoire des fermes et devoirs.

La noblesse, prévoyant une violente opposition, rassembla toutes ses forces : les gentilshommes même âgés de moins de 25 ans furent convoqués par lettre particulière.

L'assemblée des notables de France, convoquée par Necker s'était séparée le 12 décembre après s'être prononcée contre le doublement du Tiers et le vote par tête aux Etats-généraux. Necker adopta la solution contraire. Le Tiers Etat breton s'en prévalut.

Le 28 décembre 1788 les Etats de Bretagne étaient réunis ; le vote du don gratuit et de la ferme des devoirs eurent lieu sans difficulté, mais le Tiers déclara être sans pouvoirs pour tout autre question, tant que les Etats n'auraient pas pris connaissance de leurs revendications. Le désaccord persista jusqu'au 7 janvier, le Tiers se refusant à toute décision tant que les deux autres ordres ne lui donneraient satisfaction. Arriva le 7 janvier un arrêt du Conseil du roi du 3 janvier, suspendant les séances jusqu'au 3 février afin que les députés se retirassent dans leurs villes pour y recevoir de nouveaux pouvoirs c'est-à-dire pour être déliés de leurs promesses. Les députés du Tiers se retirèrent.

L'agitation était à son comble en Janvier 1789 : des émeutes sanglantes eurent lieu à Rennes les 26 et 27 de ce mois entre les étudiants alliés à la cause du Tiers et les représentants de la noblesse qui étaient restés à Rennes.

Devant la surexcitation générale et sur la demande du Comte de Thiard, commandant de la province, le roi décida de suspendre indéfiniment les Etats.

Les deux ordres privilégiés, après avoir rédigé une longue et violente protestation, se décidèrent à obéir. Ils votèrent, avant de se séparer, les impôts abonnés, la continuation de la régie des devoirs et des pouvoirs de la commission intermédiaire, mais pour 1789 seulement.

Le Tiers Etat réuni à son tour le 14 février au nombre de

141 ratifia, grâce à l'intervention persuasive de Comte de Thiard, les votes précédents, et nomma ses commissaires aux commissions intermédiaires, en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis.

Le heurt avait donc été violent entre le Tiers et la Noblesse. Le premier sentait chaque jour naître sa puissance, la seconde restait inébranlable dans son attachement au vieux régime et à la stricte observance de la constitution bretonne. Tous deux, pressentaient que le régime particulariste de la province venait de recevoir un coup mortel.

Cependant des événements encore plus graves attiraient l'attention générale. — Le 24 Janvier, le Roi avait publié un règlement sur le mode d'élection des députés aux Etats généraux et, dès février, les élections commencèrent.

En Bretagne, les Etats seuls, avaient pouvoir pour représenter la population bretonne ; le règlement général ne pouvait pas être appliqué ; la question était délicate, le gouverneur Comte de Thiard fut appelé à Paris, on décida, le 16 mars, que les élections de Bretagne seraient effectuées suivant un règlement spécial.

Le Tiers, comprenant tous les habitants, âgés de 25 ans et inscrits au rôle des impositions, fut convoqué dans chacune des sénéchaussées le 1^{er} Avril. Elles étaient au nombre de 25. Six : Rennes, Hennebont, Brest, Lesneven, Dinan, Ploërmel, élaient directement en proportion de leur population 20 députés. Les 19 autres sénéchaussées étaient partagées, chacune en plusieurs arrondissements qui désignaient un certain nombre d'électeurs : ceux-ci se réunissaient au chef-lieu et nommaient les députés dont le nombre, pour ces sénéchaussées était de 24.

L'ordre de la Noblesse était convoqué à Saint-Brieuc le 16 Avril afin de rédiger son cahier et d'élire 22 députés aux Etats généraux.

L'ordre du clergé était aussi convoqué à Saint-Brieuc le 16 Avril. « Les recteurs des villes et campagnes (non représentés aux Etats) se réuniront, disait le règlement. le 2 avril en assemblée générale au siège épiscopal de chacun des neuf diocèses ; ils y rédigeront, leurs doléances et nommeront un certain nombre d'électeurs ; ces électeurs se rassembleront le 20 Avril, et éliront les députés du clergé aux Etats généraux, au nombre de 22. »

Les assemblées eurent lieu, au milieu d'une grande effervescence : les députés élus par les sénéchaussées de Vannes, Auray et Rhuy furent Lucas de Bourgerel avocat et Dusers conseiller au présidial de Vannes.

L'Assemblée des recteurs nomma dans l'évêché de Vannes : MM. Gabriel, Guégan, Loaisel respectivement recteurs de Questembert, Pontivy et Redon.

Le 16 Avril après bien des hésitations la noblesse et le haut-clergé se réunirent à Saint-Brieuc. Ils déclarèrent leur réunion inconstitutionnelle, les trois ordres n'ayant pas été convoqués et se quittèrent le 21 Avril sans avoir nommé de députés. Faute politique lourde qui devait avoir pour conséquence l'absence de représentants de la noblesse bretonne à l'Assemblée Constituante.

II. — Le Diocèse de Vannes

Des multiples catégories de circonscriptions de la province la division en neuf diocèses était celle qui convenait le mieux aux nécessités locales.

Les diocèses bretons avaient un très long passé historique. Cinq d'entre eux, ceux de Saint-Malo, Dol, Tréguier, Saint-Brieuc, Cornouaille se trouvaient en haute Bretagne et cette multiplicité s'explique par l'évangélisation active qui fut faite en ce pays par les missionnaires venus de la Grande-Bretagne. Les quatre autres étaient : Rennes, Nantes, Vannes et Quimper. L'évêché de Vannes fut fondé en 465. Au cours de leur longue existence, les diocèses bretons avaient acquis, au moyen d'échanges de paroisses, des limites naturelles utilisant les accidents géographiques, fleuves, monts, lignes de forêts, si bien que la division de la Bretagne en diocèses était à la fois la plus anciennement assise et la plus rationnellement établie.

Au sud-est le diocèse de Vannes était séparé de celui de Nantes, par la Vilaine. Au nord-est la ligne le délimitant du diocèse de Saint-Malo allait de Langen (sur la Vilaine) à Malestroît (sur l'Oust) en passant par le Temple. Au nord-ouest, l'Oust le séparait du diocèse de Saint-Brieuc et à l'ouest l'Ellé le délimitant du diocèse de Cornouaille.

Le diocèse de Vannes était divisé en dix doyennés ou territoires comprenant chacun un certain nombre de paroisses.

ses : Territoire de Belle-Isle-en-Mer (4 paroisses), de Redon (4 paroisses), de Rieux (13 paroisses), de Vannes (34 paroisses). — Doyennés : des Bois (19 paroisses et son siège à Guidel, près Lorient), de Carentoir (8 paroisses), de Guémené (17 paroisses), de Péaule (16 paroisses), de Pont Belz (17 paroisses), de Porhoët (35 paroisses).

A la tête de chaque paroisse était un « recteur » ou un vicaire perpétuel.

La paroisse avait parfois, en raison de son étendue, une annexe, une succursale nommée « trêve » ayant une individualité ecclésiastique propre, possédant une église, des fonts baptismaux, un cimetière, un presbytère, des registres de baptêmes, de mariages et de décès. — Il arrivait souvent que des paroisses devenaient trêves en raison de leur faible importance ou qu'inversement des trêves étaient érigées en paroisses. A la tête d'une trêve était ordinairement un « curé » prêtre auxiliaire choisi par le recteur de la paroisse.

La « frairie » était une division de la paroisse bien différente de la trêve. La trêve était une exception, tandis que chaque paroisse comprenait plusieurs frairies. La frairie était une section de la paroisse ayant un caractère propre : chaque frairie avait son « pardon », ses jours de réjouissance et ses jours de recueillement ; dans la ville c'était un quartier, un faubourg ; dans les campagnes, un village ou un groupe de villages (1). Cette individualité distincte dans la paroisse jouait, ainsi qu'il le sera bientôt exposé, un certain rôle en ce qui concerne la répartition des impôts.

Chaque paroisse avait un corps représentatif appelé « général ». Le « général » administrait les affaires municipales et celles de la fabrique. Simples conseils de fabrique, les généraux avaient hérité, au cours des siècles, de fonctions administratives fort importantes ; dès le XIV^e siècle ils sont chargés de la répartition et du recouvrement des fouages, au XV^e siècle du recrutement des milices, au XVII^e et XVIII^e siècle de la perception de la capitation et des vingtièmes, de l'organisation de la corvée pour les grands chemins.

Leur titre de généraux venait de ce qu'ils représentaient la généralité des paroissiens ; primitivement les paroissiens administraient eux-mêmes directement leurs affaires communes ; ils élaient leurs trésoriers, recevaient leurs comptes délibéraient le dimanche (2) ; la difficulté de connaître la

(1) « Le Morbihan et la Chouannerie » Paris 1911, E. SAGERET, tome 1, page 46.

« L'administration municipale en Bretagne » A. DUPUY page 7 et s.
(2) id. page 92.

véritable majorité et le désir d'éviter des dissensions intestines motivèrent l'intervention du parlement qui substitua, par une série d'arrêts, des généraux restreints à la généralité des paroissiens. Chaque général fut réduit à 17 membres : le Sénéchal et le procureur fiscal de la juridiction à laquelle était attachée la paroisse, le recteur, tous les trois membres de droit ; les autres étaient élus chaque année, 12 délibérants anciens trésoriers et deux trésoriers en exercice.

Les villes importantes possédaient des corps de ville ou « communautés » qui s'occupaient des affaires municipales, les généraux de ces paroisses ayant alors leurs attributions réduites à celles des conseils de fabrique. Les communautés, à l'encontre des généraux, étaient représentées aux Etats de Bretagne ; elles dépendaient du pouvoir central et de ses agents gouverneur et intendant, tandis que les généraux de paroisses ne dépendaient que du parlement (1). La composition des communautés était variable mais dans toutes on remarquait une assemblée délibérante de notables (à Vannes 40) (2) et des officiers municipaux, maires, procureurs syndics miseurs, greffiers, dont les emplois étaient, pour la plupart, érigés en offices.

Généraux et communautés étaient chargés de la répartition et de la perception des fouages, des vingtièmes et de la capitation. — Chaque diocèse avait deux receveurs : l'un, le receveur des fouages ordinaires dépendait de l'intendant, il était chargé de la recette de l'impôt royal non abonné, la taille ou fouage ordinaire ; l'autre le receveur des fouages extraordinaires dépendait du Trésorier des Etats et de la commission intermédiaire, il était chargé de la recette des impôts appartenant aux Etats ou abonnés par eux, fouages extraordinaires, vingtièmes et capitation. Une première répartition était faite entre les paroisses par la commission intermédiaire en ce qui concerne les impôts perçus pour les Etats ou abonnés par eux. Les bureaux diocésains recevaient de la commission intermédiaire le sommaire des impôts à percevoir. De son côté, le Trésorier des Etats envoyait aux receveurs des évêchés, deux mandements, l'un portant le montant de chaque droit par article pour tout l'évêché, l'autre indiquant les impositions par paroisse. Le mandement particulier pour chaque paroisse indiquait le nombre de feux dont elle se composait et le total des impositions qu'elle avait à fournir.

(1) L'administration municipale en Bretagne, p. 2 et s.

(2) Archives municipales de Vannes B. B. 29^e

Chaque général ou communauté recevait six semaines d'avance, du receveur des fouages ordinaires et du receveur des fouages extraordinaires de l'évêché, les mandements particuliers à la paroisse. Les trésoriers qui recevaient ces mandements les faisaient publier et provoquaient la réunion du général ; celui-ci désignait les répartiteurs ou « égailleurs » (1) en raison d'un ou deux par frairie. Les égailleurs répartissaient les impositions entre les contribuables en se servant des rôles des deux années précédentes. La collecte était donnée à l'adjudication à des collecteurs qui versaient les sommes reçues aux receveurs du diocèse. Souvent l'adjudication n'aboutissait pas. Le bénéfice à réaliser était faible, pour le collecteur, car un taux maximum variable suivant l'impôt à percevoir était préalablement fixé, 18 deniers pour livre pour les fouages, 3 deniers pour livre pour les vingtièmes et 4 deniers pour la capitation. Les ennuis, par contre, étaient fort nombreux et pour les égailleurs qui s'attiraient les rancunes des contribuables se trouvant injustement chargés, et pour les collecteurs, généralement fort mal reçus par les contribuables. Aussi les généraux étaient-ils obligés de désigner d'office des collecteurs, et chacun employait les ruses les plus inattendues pour se soustraire à cette obligation (2).

Le diocèse de Vannes devait former le noyau le plus important du département du Morbihan ; c'est en se tenant particulièrement à ce diocèse et aux territoires qui y seront rattachés, qu'il importe d'examiner les différentes sortes de circonscriptions établies au cours de l'ancien régime.

L'administration de la justice appartenait au parlement de Bretagne siégeant à Rennes.

En 1552 quatre sièges présidiaux furent établis à Rennes, Nantes, Vannes et Quimper. Il y en eut un quelque temps à Ploërmel mais il fut bientôt incorporé à celui de Vannes.

En 1789 le territoire actuel du Morbihan et les portions de l'ancien diocèse de Vannes qui en ont été détachées ressortissaient de dix sénéchaussées royales : Auray, Belle-Ile, Gourin, Guérande, Hennebont, Nantes, Ploërmel, Rennes, Rhuys, Vannes.

La sénéchaussée de Vannes comprenait 34 paroisses, le même nombre que le territoire ecclésiastique, mais la similitude faisait défaut, la sénéchaussée s'étendant plus à l'Est que le territoire. La sénéchaussée d'Auray comprenait

(1) L'administration municipale en Bretagne. DUPUY, p. 155.

(2) id. p. 197.

21 paroisses, celle de Belle-Ile (4 paroisses) relevait primitivement de celle d'Auray, mais en 1779 le roi étant devenu propriétaire du marquisat de Belle-Ile cette juridiction fut érigée en sénéchaussée, toutefois elle continua à relever pour ses appels de la juridiction d'Auray. — La sénéchaussée d'Hennebont appelée au 18^e siècle, Cour d'Hennebont, Port-Louis et Lorient, du nom des diverses localités où elle était tenue de siéger, alternativement, comprenait 40 paroisses. La sénéchaussée de Ploërmel avait un ressort plus vaste encore, 97 paroisses. Les autres sénéchaussées comprenaient dans l'actuel territoire du Morbihan et dans l'ancien diocèse de Vannes : Gourin 4 paroisses, Guémené 3 paroisses, Nantes 3 paroisses, Guérande 3 paroisses, Rennes 3 paroisses.

L'organisation administrative comprenait, à la tête de la province, un gouverneur et un intendant. Le gouverneur, qui était le chef de l'administration civile et militaire, était assisté de lieutenants-généraux et dans certaines villes de gouverneurs de place (1). C'était l'intendant qui effectivement administrait la province avec ses représentants les subdélégués. Le territoire qui est ici étudié, relevait de 19 subdélégations. La subdélégation d'Auray comprenait 20 paroisses, celle de Belle-Isle 4 paroisses, Callac 1 paroisse, Corlay 2, Gourin 4, Guémené 12, Hennebont 20, Josselin 25, Lorient 9, Malestroit 16, Montauban 3, Plélan 6, Ploërmel 9, Pontivy 18, Quimperlé 1, Redon 18, Rhuys 5, la Roche-Bernard 11, Vannes 28.

Ces différentes circonscriptions n'avaient entre elles aucun rapport : Telle paroisse, Béganne appartenant au territoire de Rieux (diocèse de Vannes), ressortissait de la sénéchaussée de Ploërmel (diocèse de Saint-Malo) et relevait de la subdélégation de La Roche Bernard (diocèse de Nantes) ; Telle autre, Neuillac, du doyenné de Pôher (diocèse de Cornouailles), ressortissait de la sénéchaussée de Ploërmel (diocèse de Saint-Malo) et relevait de la subdélégation de Pontivy (diocèse de Vannes).

En dehors des précédentes divisions, une autre fort importante s'était constituée au cours des siècles. Le territoire du Morbihan actuel, était en effet partagé en seigneuries plus ou moins importantes. Cette division, d'ordre

(1) Dans le Morbihan et l'ancien diocèse de Vannes : Auray, Hennebont, Josselin, Malestroit, Ploërmel, Port-Louis, Redon, Sarzeau, Vannes. Introduction au dictionnaire topographique du département du Morbihan par M. ROSENZWEIG.

féodal, présentait un vif intérêt au point de vue juridique et économique. Des usages spéciaux « usements » contenaient des règles particulières concernant certaines institutions de droit privé, tels que les successions et le contrat connu sous le nom de bail à convenant ou domaine congéable. Ces usements étaient différents suivant les circonscriptions féodales. Sans chercher à entrer dans le détail, il est bon d'avoir une idée d'ensemble des divers fiefs qui couvraient le pays morbihannais. Au sud s'étendait le comté de Vannes ou Broerech ; ses limites étaient, à l'ouest l'estuaire de la Vilaine, à l'est l'Ellé, au sud l'Océan, au nord la partie inférieure de vastes forêts formant le pays de Porhoët. Le Broerech comprenait 130 paroisses et diverses circonscriptions féodales : cinq chatellenies, celles de Vannes, Rhuys, Auray, Hennebont et Muzillac ; le regaire de l'évêque de Vannes et le fief abbatial de Redon ; trois fiefs laïques, la baronnie de Rieux à l'est, celle d'Argoët avec Elven pour chef-lieu et la seigneurie de Quemenet Heboé, encastrée entre le Blavet et l'Ellé. Au nord du Broerech, le Pontrecoet occupait le centre de la Bretagne, vaste région boisée assez peu peuplée : à l'est de Ploërmel se trouvaient le domaine ducal de Ploërmel et la baronnie de Malestroit ; à l'ouest un vaste désert qui n'avait formé qu'un seul fief sous le nom de comté de Porhoët et qui plus tard se subdivisa en vicomté de Rohan à l'ouest de l'Oust et en comté de Porhoët. Ce dernier fut diminué et ne comprenait plus en 1789 qu'une dizaine de paroisses. Le vicomté de Rohan groupait les trois chatellenies de Rohan, Corlay et Goarec ; le vicomté fut érigé en duché-pairie en 1603 comme la chatellenie de Guémené-Guimgan, sa voisine de l'est, devint principauté en 1570 (1).

Le Broerech, le Porhoët ainsi que le vicomté de Rohan avaient leur « usement » particulier s'appliquant à toute leur circonscription ; toutefois celui de Broerech ne s'étendait pas à la presqu'île de Rhuys et celui de Rohan était observé dans la principauté de Guémené.

L'importance capitale des usements consistait dans les règles spéciales qu'ils contenaient relatives au bail à convenant, qui a été précédemment signalé. — Le domaine congéable ou bail à convenant est « un contrat par lequel le propriétaire d'un héritage transporté à un tiers, moyennant redevance, à la fois la jouissance du tréfonds avec le

(1) CHÉNON. — L'ancien droit dans le Morbihan.

A. DE LA BORDERIE. — Essai sur la Géographie féodale de la Bretagne.

droit d'y faire certaines améliorations et la propriété des édifices et superficies actuellement existantes ; il ne se réservait que la propriété du tréfonds et la faculté perpétuelle de congédier le tenancier en lui remboursant la valeur des superficies et des améliorations qu'il aurait faites » (1).

Le locataire ou « convenancier » était pratiquement attaché au domaine d'une façon illimitée puisqu'il ne pouvait en « déguerpir » qu'en faisant « exponse » c'est-à-dire en abandonnant ses droits sur les édifices et superficies. Les règles concernant le domaine congéable variaient d'un usement à l'autre ; celui de Rohan était considéré comme le plus rigoureux pour les convenanciers. Il admettait tout d'abord au profit du propriétaire, l'indivisibilité de la tenue convenancière ; il établissait un privilège au juveigneur de telle sorte que le dernier des garçons du convenancier héritait à lui seul du domaine congéable ; il admettait enfin la reversion au seigneur, en cas de déshérence, la tenue ne pouvait ainsi pas passer aux collatéraux, exception faite pour les frères et sœurs, mineurs, non mariés et ne possédant pas d'autre établissement.

Les domaniers s'élevaient contre la liberté qu'avait le propriétaire foncier, de les congédier en les prévenant seulement quelques mois à l'avance ; par exemple en décembre pour valoir en juin, à la veille de la récolte alors que les ensemencements n'étaient estimées qu'à la valeur des semences (2).

Le domaine congéable avait pris une extension considérable ; il était devenu le mode normal du terme pour les roturiers. Il arrivait souvent que des générations de domaniers se succédaient sur la même terre ; ces détenteurs finirent par se considérer comme propriétaires et par envisager leur redevance non pas comme une rente foncière mais comme une rente proprement féodale.

La plupart des convenanciers souhaitaient la suppression du domaine congéable. Ces préoccupations trouvèrent à s'exprimer officiellement dans les cahiers de doléances de 1789. — Le cahier de Ploërmel, art. 32, demande « qu'on supprime... tous les usements locaux qui ne servent qu'à établir dans le centre d'une même province une diversité choquante... le domaine congéable qui tient de la servitude... l'usement de Rohan surtout ou le droit terrible de

(1) CHENON. — L'ancien droit dans le Morbihan, p. 63.

(2) DUBREUIL. — Les vicissitudes du domaine congéable en Basse Bretagne à l'époque de la Révolution, tome 1.

déshérence viole tous les droits de la nature. » Les cahiers de Saint-Jean-Brévelay, Saint-Allouestre, Buléon, Réguiny, Radenac, Bieuzy, Pleugriffet, Baud, Camors, Naizin, Cléguérec, Noyal, Pluméliau, Bieuzy demandent aussi la suppression du domaine congéable. Ceux de Remungol-Lozminé ne s'attaquent qu'au droit de déshérence, ceux de Sainte-Brigitte et de Croixenvec au droit de juveignerie.

La question du domaine congéable était celle qui intéressait le plus directement la population rurale du diocèse de Vannes. Pour être la principale revendication, ce n'était pas la seule, mais les autres avaient déjà trouvé à s'exprimer dans le cahier de réclamations rédigé à Rennes les 22-27 décembre 1788 par les députés du Tiers qui s'y étaient réunis à la veille de la session des Etats de Bretagne. Ces revendications ont été examinées au début de ce chapitre, on doit s'y reporter pour avoir une idée des doléances contenues dans les cahiers de 1789 ; le cahier de la sénéchaussée de Gourin nous y invite : « et au surplus, déclarent les dits commissaires adhérer aux réclamations consignées aux délibérations prises à l'hôtel de ville de Rennes les 22-27 décembre 1788 » (1). D'autres revendications, moins fréquentes viennent encore s'ajouter, concernant la suppression des juridictions subalternes, des frais de milice (2) et « à ce que le titre de roturier ne soit pas un titre d'exclusion pour rentrer dans les différents corps » (3).

Le Tiers Etat breton avait l'ardent désir de voir aboutir ses revendications, il l'avait montré par sa résistance acharnée aux Etats de 1788, il le prouva à nouveau à l'Assemblée Nationale ; ses députés y acquirent une influence considérable, ce sont eux qui fondèrent le club des Jacobins ; les recteurs du diocèse de Vannes élus députés suivirent les premiers leurs collègues du Poitou pour aller rejoindre le Tiers en la journée du 13 juin.

Les premiers actes de la Révolution furent accueillis dans le diocèse de Vannes par de grandes manifestations de joie ; ils donnèrent essor aux plus chimériques espoirs, mais dans un laps de temps bien court à l'enthousiasme allaient succéder la méfiance et l'hostilité.

(1) Archives départementales du Morbihan, C 2403.

(2) Archives dép. du Morbihan, C 2403, Cahier de Guisriffet.

(3) Archives dép. du Morbihan, C 2403, Cahier du Faouet.

CHAPITRE II : *L'ŒUVRE DE DIVISION*

I. — Division de la province en départements

Les différentes circonscriptions religieuses, administratives, financières, judiciaires sans liens entre elles, présentaient un caractère d'incohérence et d'enchevêtrement préjudiciable à la bonne administration du pays. Ce fut une des raisons pour lesquelles l'Assemblée Nationale décida une revision entière des divisions existantes.

Dès le 9 Juillet 1789, Monnier, dans un rapport fait au nom du comité de constitution, signalait la nécessité d'une nouvelle organisation provinciale et municipale.

Un motif d'ordre politique devait bientôt encourager l'Assemblée Nationale dans la tâche entreprise. Les privilèges venaient d'être abolis en la nuit du 4 Août ; un nouvel ordre des choses apparaissait, entraînant la nécessité de briser les anciens cadres. On avait beaucoup souffert du passé, on attendait trop de l'avenir ; double raison pour effacer jusqu'à la moindre trace de l'ancien régime.

Le comité de Constitution attendit toutefois jusqu'au 29 septembre pour exposer, par la voix de Thouret, député de Rouen, son rapport sur l'organisation municipale et provinciale. Les bases de la représentation devaient être en raison composée du territoire, de la population et des contributions. En ce qui concerne la première de ses bases, les divisions territoriales existantes ne lui semblèrent pas pouvoir être utilisées ; le comité proposait un partage uniforme de la France en quatre vingt circonscriptions égales ou départements, d'environ trois cent vingt lieues carrées et à ces quatre vingt départements s'ajouterait Paris. Chaque département se subdiviserait en neuf districts appelés communes de trente six lieues carrées, véritables unités politiques ; enfin le territoire de chaque commune serait partagé

en neuf fractions, de quatre lieues carrées, cantons, ce qui faisait pour l'ensemble du pays, 81 départements, 720 communes et 6.480 cantons. (1)

Ce projet, d'aspect si géométrique ne fut pas accepté par l'Assemblée sans discussions, ni modifications, mais il servit à préciser l'étendue approximative des futurs départements.

Dès lors des projets se donnèrent jour ; de fréquents échanges de vues eurent lieu entre les députés et leurs commettants et l'on peut dire qu'au moment même où l'Assemblée Nationale décréta le mode de division et le nombre de départements, le 11 novembre 1789, plus de quarante d'entre eux avaient déjà pris forme. (2)

Le projet du comité de Constitution. présenté le 29 septembre, ne fut cependant discuté qu'au mois de novembre. Mirabeau fit remarquer les 3 et 9 novembre, les anomalies qu'entraînait la division projetée ; les districts et les cantons n'étaient égaux que géométriquement, l'on ne tenait pas compte d'éléments aussi importants que la richesse du sol et la densité de la population. Mirabeau proposait de subdiviser les provinces en tenant compte de l'étendue géographique, de la population, de la quotité d'imposition, de la fertilité du sol et de l'état de l'industrie ; le chiffre élevé des départements cent vingt, rendait inutile à ses yeux les divisions intérieures en communes et cantons.

L'Assemblée assouplit le projet, tout théorique du comité par d'habiles emprunts faits à Mirabeau. Dans la séance du 11 novembre 1789, elle décréta qu'il serait procédé à une nouvelle division du royaume, que le nombre des départements serait fixé entre 75 et 85 mais, adoptant alors une idée de Mirabeau, elle décida que cette division tiendrait compte des convenances locales et respecterait autant que possible les limites des provinces. Elle admit, contre Mirabeau les divisions intérieures proposées par le comité en atténuant une fois encore la rigidité mathématique de ce dernier ; elle décida qu'il y aurait une municipalité dans chaque ville ou village, que le nombre de districts ne serait pas invariablement fixé à neuf dans chaque département mais serait déterminé en nombre ternaire suivant les besoins

(1) Comte de LUGAY : Les Divisions administratives de 1789.

(2) RABAUD St. Etienne (Archives parlementaires, tome 10, page 4, séance du 12 novembre 1789) « Il y a déjà 40 départements établis cinq en Bretagne... les députés des provinces intérieures nous communiquent chaque jour leurs observations et dans peu de temps on pourra décréter les 80 départements environ. »

de chaque circonscription (1). Les cantons furent créés par un vote antérieur et considérés seulement comme une division purement électorale.

Des multitudes de demandes et de réclamations arrivèrent bientôt des villes et villages, chacun aspirant à devenir chef-lieu de département, de district, de canton ou siège de municipalité. L'Assemblée Nationale fit encore un effort pour satisfaire le plus grand nombre possible de solliciteurs en décrétant le 9 décembre 1789 « que tous les établissements à faire dans un département ne seront pas nécessairement dans le même lieu et que les administrations de départements pourront alterner dans les villes qui seront désignées. » (2)

Ces diverses décisions furent groupées et promulguées dans le décret du 22 décembre 1789.

L'Assemblée pressentit le mécontentement général qui résulterait d'une division faite par un de ses comités et le discrédit qui en rejaillirait sur elle. Mieux valait-il, donner ce travail ingrat aux députés de chaque province ; les injustices inhérentes à la réforme seraient plus facilement supportées par les parties, celles-ci sachant que leurs députés mêmes en avaient ainsi décidé. — Il fut donc entendu que les députés de chaque province s'assembleraient pour déterminer le partage de la province en départements et de chaque département en districts, cantons et municipalités ; le comité de Constitution ne donnerait son avis qu'en cas de désaccord et transmettrait toutes les propositions à l'Assemblée Nationale seule qualifiée pour statuer définitivement. (3)

Les députés de Bretagne furent convoqués pour le 20 décembre au chapitre des Feuillants, bureau n° 27.

Les premiers procès-verbaux de l'Assemblée, sont fort laconiques ; de nombreuses transactions avaient eu lieu précédemment et les intéressés considéraient cette réunion comme devant donner un caractère officiel à des décisions déjà prises. Le travail devait être terminé en quelques jours, il ne le fut qu'au bout d'un mois, l'Assemblée ayant suspendu ses séances durant trois semaines, à la suite d'un désaccord survenu entre les députés.

La première séance fut consacrée à des échanges de territoires entre les évêchés du Sud et celui de Rennes. « L'As-

(1) Séance du 12 novembre 1789. Archives parlementaires, tome 10 page 7.

(2) Archives parlementaires tome 10, page 453.

(3) Archives parlementaires tome 11, page 120.

semblée après avoir entendu MM. les Députés de Rennes qui réclament pour leur département la ville et port de Redon compris dans le département de Vannes, attendu que la ville de Rennes tire ses subsistances par ce port et par la rivière qui conduit à Rennes, dont elle entretient à grands frais les écluses, a arrêté à la pluralité des voix que le département de Vannes cédait à celui de Rennes la ville et le port de Redon, que le département de Rennes cédait à celui de Nantes la ville de Châteaubriant et un petit territoire aux environs, le département de Nantes cédant en dédommagement à celui de Vannes, la ville de la Roche-Bernard et les paroisses sur la rive gauche de la rivière et un petit territoire aux environs ». Le 23 décembre « les mêmes députés arrêtent que la province de Bretagne demeurerait irrévocablement partagée en 5 départements ainsi qu'il a été préalablement arrêté. A l'unanimité des voix Rennes, Nantes, Vannes, Saint-Brieuc furent désignés comme chef-lieu de département et Quimper à la pluralité ».

Le lendemain 24 décembre, l'Assemblée se préoccupait de déplacer le siège du district, de Questembert à Rochefort, modification entraînée par l'adjonction au département de Vannes du territoire de la Roche-Bernard, cédé par le département de Nantes (1). Les travaux de l'Assemblée furent alors suspendus jusqu'au 15 janvier. Il est facile d'en saisir la raison ; les députés bretons en insistant dans leur séance du 23 décembre sur le principe de la division de la province en cinq départements nous la font pressentir. Une proposition tendant à diviser la Bretagne en six départements venait d'être présentée par les députés de Saint-Malo ; les Malouins y gagnaient de voir leur ville devenir chef-lieu d'un département, au lieu de tomber de sa situation de siège d'un important évêché à celui d'humble district du département de Rennes.

Ce projet inattendu bouleversait bien des plans. L'Assemblée des députés bretons chercha à s'appuyer sur des décisions préalablement prises par le Comité et l'Assemblée Nationale. Rabaud Saint-Etienne parlant au nom du Comité avait exposé à l'Assemblée Nationale à la séance du 12 novembre qu'il y avait déjà quarante départements établis dont « cinq en Bretagne ». Les députés bretons se référaient à cette affirmation en déclarant le 23 décembre que : « La

(1) Archives nationales, D IV^{bis} 1.

Bretagne demeurerait irrévocablement partagée en cinq départements ainsi qu'il a été préalablement arrêté » (1).

Les députés de Saint-Malo eurent facilement raison de cette objection un peu spécieuse ; l'exposé de Rabaud Saint-Etienne concernait la division élaborée suivant la méthode du comité de Constitution, méthode qui fut les 11 et 12 novembre assouplie, modifiée par l'Assemblée Nationale. De plus, celle-ci avait alors décidé qu'en cas de désaccord, survenu entre les députés, le comité de Constitution devait en être saisi et proposer une solution satisfaisante à l'Assemblée Nationale. L'Assemblée bretonne se vit donc forcée de soumettre la difficulté au comité de Constitution et de suspendre ses travaux.

Le projet de division, présenté par la députation extraordinaire de Saint-Malo, au Comité de Constitution était assez curieux pour retenir l'attention de ce dernier. — Les députés malouins se rendaient compte que les départements bretons, arrêtés au nombre de six, auraient un territoire sensiblement inférieur à 320 lieues carrées, surface moyenne résultant du partage de la France en 75 ou 85 départements ainsi que l'avait décrété l'Assemblée nationale.

Mais ce déficit, était à leurs yeux largement compensé par l'excédent dans la proportion en population. De nombreux avantages devaient, à leur avis, résulter de l'acceptation de leur projet. « Tous les intérêts étaient conciliés, les convenances locales respectées, chaque département réunissant les habitants parlant le même idiome et s'occupant du même genre de commerce. » (2) La division fondamentale de la Bretagne sous l'ancien régime était celle en évêchés ; le projet malouin s'efforçait de la respecter. — Les cinq évêchés du nord groupés par deux (Saint-Pol et Tréguier) et par trois (Saint-Brieuc, Saint-Malo, Dol) formaient deux départements. — Ceux du sud et du centre dont le territoire était plus vaste formaient un département chacun : Quimper, Vannes, Nantes, Rennes. Pour eux encore les anciennes limites étaient assez scrupuleusement respectées ; l'évêché de Nantes se transformait en département, sans modification de territoire sensible ; l'évêché de Quimper s'adjoignait Lorient et Pont-Scorff, en empruntant comme limite Est, le cours du Blavet ; seuls les évêchés de Rennes et de Vannes étaient profondément remaniés ; Rennes cédait un vaste territoire au sud-ouest mais en acquérant Redon et Saint-

(1) Archives parlementaires, tome 10, page 4.

(2) Archives nationales D IV bis 1.

Sixt; Vannes y gagnait au nord Ploërmel, Josselin et La Trinité, par contre, perdait Lorient et Redon. Les départements ainsi formés étaient égaux en étendue, sauf celui de Rennes qui seul atteignait le chiffre moyen du département type prévu par l'Assemblée.

A ces arguments d'intérêt régional, la députation extraordinaire en ajoutait d'autres encore, qui suivant elle, étaient d'intérêt national. Il importait, disaient-ils, de fixer le siège d'un département à Saint-Malo, ville dont le commerce était fort important et dont la marine était une sauvegarde pour la sécurité de l'Etat. (1)

Les considérations tirées de la surveillance que donnerait le département de Saint-Malo contre les ennemis de l'Etat ne touchèrent pas les députés de Bretagne, elles déguisaient imparfaitement l'intérêt particulier de la cité malouine. — Les autres raisons retinrent plus longtemps l'attention du Comité. Bureau de Pusy qui, le 8 janvier fit à l'Assemblée nationale un rapport sommaire sur la nouvelle division du royaume, s'excuse de ne pas trancher la question, le Comité n'ayant pas eu le temps d'examiner à fond la difficulté; il espérait encore qu'un arrangement amiable surviendrait entre les députés.

Cet accord ne vint pas et la députation extraordinaire de Saint-Malo adressa de nouvelles pétitions à l'Assemblée nationale. D'autre part le travail de division tardait trop au gré de cette Assemblée, d'autres provinces que la Bretagne étaient en retard et pour stimuler le zèle de leurs représentants, elle décréta le 9 janvier que les députés seraient tenus « d'ici au 13 janvier de produire au comité le tableau énonciatif de leurs limites respectives arrêté et signé de tous, sinon le Comité serait autorisé à tracer lui-même ces limites et à les présenter à l'Assemblée. »

Cependant le Comité de Constitution étudiait les deux projets de division de Bretagne et dès le 14 janvier, Gossin présentait à l'Assemblée nationale le rapport du Comité. — Deux considérations militaient en faveur du partage de la province en cinq départements : Le vœu presque unanime de la représentation bretonne; la trop grande faiblesse des départements formés au nombre de six.

L'Assemblée partageant les vues du comité décréta la division de la Bretagne en cinq départements et le même jour, le 14 Janvier, décida le partage entre les départements limitrophes des deux provinces du Poitou et de Bretagne,

(1) Archives parlementaires, tome 11, pages 184 et suivantes.

des quelques paroisses formant anciennement les marches communes (1).

La députation bretonne pouvait dès lors, se remettre au travail ; dès le lendemain du vote de l'Assemblée nationale, les députés se réunirent à nouveau au chapitre des Feuillants ; cette séance du 15 Janvier fut réservée à résoudre des difficultés concernant l'établissement d'un district à Dinan ; le lendemain, l'Assemblée dut, à nouveau, se séparer par suite de l'absence des députés de Nantes.

Dans les nouvelles réunions des 25 et 27 Janvier, ce fut l'établissement de districts qui occupa encore l'Assemblée. Cependant le temps pressait et l'Assemblée Nationale se montrait impatiente de voir enfin l'œuvre réalisée. Le 28 Janvier, les limites entre les différents départements furent enfin fixées. « L'assemblée est d'avis que le département de Rennes doit être séparé de celui de Vannes par la rivière de l'Oust depuis son embouchure de la Vilaine en remontant jusqu'à la rivière de l'Aff ; qu'il doit suivre le cours de cette rivière jusqu'au départ de Paimpont pour se rendre à Gaël et Saint-Méen, qui font partie du département de Rennes ; le bourg de Paimpont reste au département de Rennes, les villages situés à la gauche du ruisseau s'étendant en Beignon, restent dans le département de Vannes. Le département de Nantes aura pour limites vis-à-vis de celui de Vannes les paroisses de Nivillac, Camoël, Féret, Saint-Dolay, Théhillac et Pénestin font partie du département de Vannes. Le département de Vannes aura pour limites du côté de Quimper, à partir du bord de la mer, les paroisses de Guidel, Pont-Scorff, Plouay, Locmolé, Meslan, Guiscriff, Lanvéneën, Gourin, Langonnet et ses trêves qui font partie du département de Vannes » (2).

Le 29 Janvier, l'assemblée des députés bretons qui avait statué sur l'établissement des divers centres d'administration, décida de porter les procès-verbaux de réunion « au comité de Constitution pour qu'il prenne connaissance des quelques réclamations restant en litige et qu'il fasse son rapport à l'Assemblée nationale afin qu'elle prononce définitivement sur le tout ». Le rapport fut présenté le lendemain même 30 Janvier 1790 à l'Assemblée nationale par Gossin et après un court échange de vue entre Lanjuinais et de Ferrière le décret présenté par le comité fut adopté (3).

(1) Archives parlementaires, tome 11, p. 234.

(2) Archives nationales D IV B 1.

(3) Archives parlementaires, tome 11, p. 395.

II. — Division du département en districts et cantons

La division de la Bretagne avait suscité une vive polémique ; l'établissement des districts et des cantons donna lieu à des discussions plus violentes encore. Les revendications des villes et paroisses commencèrent bien avant la réunion des députés en vue du partage ; on conçoit aisément qu'elles ne furent pas particulières à la Bretagne ; Rabaud Saint-Etienne déclarait le 12 Novembre 1889 à l'Assemblée nationale « qu'une multitude de villes souhaitaient devenir chef-lieu, si ce n'est de département au moins de district, et que les demandes, les réclamations arrivaient en foule de toutes les parties du royaume » (1).

En ce qui concerne le département de Vannes, son étendue territoriale et sa nombreuse population indiquaient l'établissement de neuf districts, aussi les demandes furent-elles multiples. Il serait fastidieux de procéder ici, à l'examen de chacune ; elles présentent, d'ailleurs, toutes le même aspect ; la ville solliciteuse fait valoir son importance commerciale, son éloignement d'autres grands centres, son passé historique. Les demandes affluèrent en Décembre et en Janvier, venant de Malestroit, Baud, Locminé, Muzillac, Guéméné, Guer, Port-Louis, Sarzeau, Questembert, Lorient. Toutefois les demandes formulées par ces deux dernières prirent un caractère particulier, tant par l'abondance des considérations invoquées, que par les âpres discussions auxquelles leur examen donna cours.

Dans la partie Sud-Est du département, l'étendue assez vaste comprise entre la lande de Lanvaux et la Vilaine nécessitait l'établissement d'un district ; deux villes en revendiquaient le siège, Rochefort et Questembert.

Dès le mois d'Août 1789, Rochefort s'assurait de l'assentiment de nombreuses paroisses de la région : Pleucadeuc, Pluherlin, Péaule, Malansac consultées, déclaraient le 30 Août qu'elles préféraient l'établissement du chef-lieu en la ville de Rochefort, plutôt qu'en celle de Questembert ; Limerzel le 6 Septembre, Molac le 10 Septembre se déci-

dèrent dans le même sens (1). En outre, la ville de Rochefort faisait remarquer, dans son adresse du 18 Décembre, que les villes, chefs-lieux de districts, devaient être au centre du territoire afférent et par conséquent aussi éloignées que possible des autres sièges de districts, or Questembert était beaucoup plus proche de Vannes que ne l'était Rochefort.

Cependant Questembert avait un zélé représentant en la personne de son recteur Gabriel, député à l'Assemblée nationale. Celui-ci crut avoir gagné à la cause de la paroisse la majorité des députés bretons ; il n'était pas encore question d'adjoindre au département de Vannes la ville de la Roche-Bernard ; le district à établir devait s'étendre jusqu'à la Vilaine et il était clair qu'en ce cas Questembert était plus au centre que Rochefort située trop au Nord. Au milieu du mois de Décembre, Gabriel annonçait à ses bons paroissiens, le succès comme acquis (2).

Ceux-ci dans une lettre du 22 décembre (3) lui témoignaient leur reconnaissance : « Nous avons reçu avec une véritable joie l'heureuse nouvelle de l'établissement d'un district à Questembert. Le district emportera-t-il la juridiction ? Il y aura-t-il des districts à Malestroit et à Redon ? Le district de Redon passera-t-il la rivière de l'Oust ? Tels sont les sujets de nos conversations actuelles. »

Mais les habitants de Questembert continuaient à craindre, avec juste raison, l'activité intrigante de leurs voisins : « Rochefort se met effectivement à la fortune pour obtenir une juridiction ; les habitants ont passé une nuit entière à rédiger un nouveau mémoire. On débite que Rochefort ne se borne pas à faire des mémoires, qu'elle a réussi à intéresser le garde des sceaux, un ex-ministre, MM. les députés de Rennes, de Vannes et une partie de ceux de Quimper. »

Gabriel ne reçut pas à temps ce précieux avertissement ; il était absent au début de la séance de partage du 24 décembre, les choses se présentaient cependant fort mal pour sa paroisse. On venait de décider le 20 décembre (4) d'ad-

(1) Archives nationales D IV bis, 28.

(2) Le recteur GABRIEL s'était même préoccupé de la division du district en cantons. — Son projet comprenait neuf cantons : (1) Questembert ; (2) Péaule, Marzan, Arzal, Noyal-Muzillac ; (3) Billiers, Bourg-Paul-Muzillac ; (4) Ambon, Lauzac'h ; (5) Sulniac, Elven, Larze ; (6) Molac, Bohal, Pleucadeuc, Pluhélin, Saint-Gravé ; (7) Peillac, Saint-Vincent, Saint-Jacut ; (8) Malansac, Limerzel, Caden ; (9) Allaire, Rieux, Béganne. — [Archives nationales, D IV bis 28].

(3) Archives nationales D. IV bis, 28.

(4) Archives nationales D. IV bis, 1.

joindre la Roche-Bernard et un petit territoire de la rive gauche de la Vilaine, au département de Vannes. La Roche-Bernard, ville importante, sénéchaussée, prétendait à juste titre, devenir chef-lieu de district, ce qui lui avait été d'ailleurs promis pour compenser le désagrément qui résultait pour elle d'être détachée de l'évêché de Nantes. Pour arrondir son district il fallait lui céder des paroisses sur la rive gauche de la Vilaine : Muzillac, Péaule, Marzan, Arzac, Billiers, ect., paroisses qui précédemment devaient entrer dans le district Questembert-Rochefort; celui-ci était donc fortement diminué au sud, dès lors Questembert cessait d'en être le centre; par contre la situation de Rochefort se trouvait améliorée.

C'est ainsi qu'en jugèrent les députés bretons réunis le 24 décembre : « ouï la représentation faite par les députés de Vannes, Monsieur le Curé de Questembert absent, que le changement de Redon, réuni au département de Rennes avec la Roche-Bernard actuellement du département de Vannes, opérait un changement nécessaire dans le choix du chef-lieu de district voisin de celui de la Roche-Bernard et par conséquent les obligent à le placer ailleurs qu'à Questembert dont ils avaient d'abord fait choix; la matière mise à délibération, après avoir entendu Monsieur le Curé de Questembert, a arrêté presque unanimement que la ville de Rochefort était l'endroit le plus commode pour le placement du district voisin de celui de la Roche-Bernard et leur avis n'a été donné et reçu qu'après avoir pris celui des ingénieurs et sur la vue des cartes et plans de la province. »

Les habitants de Questembert n'abandonnèrent pas la partie; les députés bretons s'étaient prononcés contre eux, mais n'était ce pas l'Assemblée Nationale qui devait statuer définitivement après l'avis du comité de Constitution? Ils essayèrent donc d'intéresser ces derniers au sort de leur cité. Dans un long mémoire du 8 janvier ils déclarent à l'Assemblée nationale « la mauvaise foi des habitants de Rochefort qui se targuent d'avantages qu'ils n'ont point. » Une carte jointe au mémoire doit convaincre le comité de Constitution de la position centrale de Questembert. Quant au désir manifesté par certaines paroisses de voir attribuer le district à Rochefort. « Il devait être contrôlé lors de la nouvelle formation des municipalités ou tous les citoyens seront appelés à voter. »

Ces raisons ne touchèrent pas le Comité et l'Assemblée Nationale qui se bornèrent, l'un à transmettre le projet des députés bretons, l'autre à le voter sans modification.

La querelle entre Hennebont et Lorient naquit plus tard. Lorient un des ports maritimes les plus importants, grand centre de commerce, ville de plus de vingt mille habitants ne pouvait supposer se voir préférer dans une nouvelle organisation du pays, l'humble bourgade d'Hennebont, riche seulement de son passé historique, de sa sénéchaussée, de sa subdélégation, de sa puissante seigneurie.

Ce fut seulement le 23 novembre que Lorient s'inquiéta des prétentions de sa voisine : « On assure, écrivait-elle à l'Assemblée Nationale, que Hennebont, sous prétexte d'une antique suprématie féodale et de ressort judiciaire sur Lorient, réclame le chef-lieu du district. Lorient est tellement plus important qu'il n'est permis de mettre la question en doute. (1) » Mais on apprit en décembre que les députés de Hennebont avaient gagné à leur cause la majorité de la députation bretonne. Les mémoires de Lorient affluèrent à l'Assemblée nationale. De la Ville le Raulx, député de cette ville, s'adresse de son côté, le 4 janvier, au comité de Constitution. Une députation extraordinaire est envoyée à Paris. Elle est reçue le 25 janvier à l'Assemblée des députés bretons. Les députés de Hennebont, peu désireux de laisser parler leurs adversaires, firent remarquer que la députation extraordinaire n'était pas munie de pouvoirs réguliers. L'Assemblée bretonne fort occupée, saisit ce fallacieux prétexte pour écarter les importuns ; elle décida que « faute de représentation de leurs pouvoirs, il n'y avait pas lieu de délibérer. » Le même jour il fut décidé que : « Hennebont, Auray, Le Faouët, Pontivy, Josselin, Ploërmel, Rochefort, La Roche-Bernard seraient avec Vannes les neuf chef-lieux de district du département. »

Les députés extraordinaires de Lorient, cette fois en possession de leurs pouvoirs réguliers, furent entendus deux jours après ; mais la décision prise l'avant veille en faveur d'Hennebont fut maintenue ; il fut seulement décidé que la réclamation de Lorient contre Hennebont serait signalée au comité de constitution. (2)

Le comité n'eut guère le loisir d'approfondir la question car le lendemain, 30 janvier, Gossin présentait le rapport sur la division de la Bretagne. L'Assemblée Nationale, insuffisamment instruite de l'affaire, peu soucieuse de la trancher définitivement, décréta le maintien provisoire du

(1) Archives nationales D IVbis, 11.

(2) Archives nationales, D. IV, bis 1. (Séance de l'Assemblée du 29 Janvier 1790).

chef-lieu de district à Hennebont, en attendant que le département détermine lui-même « entre la ville de Hennebont et Lorient laquelle des deux serait définitivement chef-lieu du district. » — La lutte allait continuer et atteindre sa phase aiguë devant l'assemblée électorale du département.

Il semble que l'établissement des chefs-lieux de districts autres que ceux de Rochefort et de Hennebont furent moins âprement discutés. Seules les villes représentées à l'Assemblée Nationale, pouvaient utilement concourir ; l'influence personnelle de leurs députés était le meilleur instrument. Des négociations eurent lieu oralement entre ceux-ci et la séance officielle, aux Feuillants, du 26 Janvier ne servit qu'à mentionner leur accord.

« Le 26 Janvier 1790, MM. les députés du département de Vannes, assemblés pour régler définitivement les limites des districts et cantons de leur département sont convenus de ce qu'il suit :

District de Vannes. — Ce district dont la ville de Vannes est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Vannes, ville et faubourg — Ploëren — Arradon et l'Isle-aux-Moines, sa trêve — Plescop — Grandchamp et ses trêves — Plaudren et ses trêves — Saint-Avé — Saint-Nolf — Tréfléan et sa trêve — Elven et trêves — Sulniac — Sarzeau — Arzon — Saint-Gildas de Rhuys — Noyal — Surzur — Séné — l'Isle-d'Arz — Meucon — Theix — Lauzac — Ambon — Baden.

District d'Auray — Ce district dont la ville d'Auray est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Auray, ville et faubourgs — Plougoumelen — Pluneret — Pluvigner — Camors — Brech — Plumel — Mendon — Landaul — Landévan — Belz — Erdeven — Plouarnel — Carnac — Crach — Plœmel — Locmariaquer — Belle-Ile — Houat — Hœdic — Quiberon — Locoal (non compris la trêve de Sainte-Hélène — Plumergat.

District de Hennebont. — Ce district dont la ville de Hennebont est provisoirement le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Bubry et sa trêve — Quistinic — Languidic — Saint-Gille-des-Champs — Brandérion — Nostang — Merlevenez — Plouhinec — Riantec et Port-Louis sa trêve — Sainte-Hélène-de-Locoal — Auray — Groix — Lorient — Plouerneur — Plouay — Lanvaudan et Calan sa trêve — Inzinzac et Penquesten sa trêve — Cléguer

— Lesbin et Gestel sa trêve — Saint-Caradec Hennebont — Caudan — Kervignac — Quesvin — Saint-Gilles Hennebont — Guidel et Inguiniel, provisoirement.

District du Faouët. — Ce district dont la ville du Faouët est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Le Faouët — Meslan — Berné — Saint-Caradec-Trégomel et sa trêve — Lignol — Plouerdut et Locquion sa trêve — Saint-Tugdual et le Croisic sa trêve — Langouëlan et Le Merzer sa trêve — Plouray — Langonnet et la Trinité sa trêve — Priziac — Locunolay — Guiscriff et trêve — Gourin et trêves.

District de Pontivy. — Ce district dont la ville de Pontivy est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Pontivy, ville et faubourgs — Malguénac et sa trêve — Neullac et sa trêve — Noyal-Pontivy — Gueltras — Cléguérec — Guern — Melrand — Bieuzy — Guémené — Locmalo Persquen — Séglien — Silfiac — Croissanvec — Saint-Gonnery — Maizin — Moréac — Locminé et sa trêve — Plume-lin — Remongol et trêve — Pluméliau et trêve — Guénin — Baud.

District de Josselin. — Ce district dont la ville de Josselin est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Josselin, ville et faubourgs — La Croix-Helléan et Helléan sa trêve — La Grée-Saint-Laurent et Molion — La Trinité en Porhoët, ville et faubourgs — Ménéac et Evriguet sa trêve — Lamouée et Pomeleuc — Saint-Samson — Saint-Gouvry — Rohan — Bréhan-Loudéac — Credin — Lentillac — Pleu-griffet — Radenac — Régigny — Saint-Allouestre et Buléon sa trêve — Bignan — Saint-Jean-Brévelay — Plumelec — Guéhenno — Cruguel et Bilio sa trêve — Guégon et Tréganteur sa trêve — Coetbugat — Saint-Servan — Quily.

District de Ploërmel. — Ce district dont la ville de Ploërmel est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Ploërmel et La Chapelle sa trêve — Taupont — Loyat et Gourhel sa trêve — Guilliers — Ruffiac — Brignac — Saint-Brieuc-de-Mauron — Mauron — Saint-Léry — Concoret — Néant — Tréhorenteuc — Paimpont en partie — Campénéac — Beignon — Saint-Malo-de-Beignon — Guer — Augan — Caro — Saint-Abraham — Monterrein — Missiriac Malestroit ville et faubourgs — Sérent et ses trêves — Guillac — Montertelot et trêve de Guillac.

District de Rochefort — Ce district dont la ville de Rochefort est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes savoir : Pluherlin et Rochefort sa trêve — Questembert — Allaire — Malansac — Molac — Caden — Limerzel — Saint-Jacut — Saint-Gravé — Peillac — Les Fougerêts — Saint-Vincent et Saint-Perreux sa trêve — Saint-Martin — Saint-Congard — Saint-Laurent — Tréal — Carentoir et ses trêves — Saint-Marcel — Larré — Berric — Glénac — La Gacilly.

District de la Roche-Bernard. — Ce district dont la ville de la Roche-Bernard est le chef-lieu est composé des paroisses suivantes, savoir : Trillac — Saint-Dolay — Nivillac — Gerel — Camoël — Pénestin — Rieux — Béganne — Péaule Marzan — Arzal — Bourg-Paul — Billiers — Noyal-Muzillac — La Roche-Bernard.

Les mêmes députés du département de Vannes sont convenus :

1° Que le district de VANNES sera divisé en neuf cantons :

- 1) les deux premiers formés par la ville de *Vannes*.
- 3) le troisième par Séné et *St-Patern* qui sera le chef-lieu
- 4) Baden, Plœren, l'Isle-d'Arz, l'Isle-aux-Moines, *Arradon* (1).
- 5) Plescop, Meucon, *Grandchamp*.
- 6) Plaudren, Saint-Nolff, *St-Avé*.
- 7) Treffléan, Sulniac, *Elven*.
- 8) Noyal, Lauzac, Ambon, *Surzur*.
- 9) Saint-Gildas, Arzon, *Sarzeau*.

2° Que le district d'AURAY sera aussi divisé en neuf cantons :

- 1) *Auray*, ville et faubourgs.
- 2) Plougoumelen, Plumergat, *Pluneret*.
- 3) Brech, Camors, *Pluvigner*.
- 4) Plœmel, Landaul, *Landévant*.
- 5) Belz, Locoal, *Mendon*.
- 6) Erdevén, *Plœmel*.
- 7) Plouharnel, *Quiberon*.
- 8) Carnac, Crach, *Locmariaquer*.
- 9) Houat, Hoëdic, Belle-Isle et la paroisse du *Palais*.

(1) Les paroisses chef-lieux de cantons sont indiquées en italique.

3° Que le district de HENNEBONT sera pareillement divisé en neuf cantons :

- 1) Saint-Caradec-Hennebont et la dite ville de *Hennebont* et faubourgs.
- 2) *Lorient*, ville et faubourgs.
- 3) Plouerneur (non compris les faubourgs de Lorient), Quesvin et *Guidel* (sauf aux habitants de Guidel à se réunir au district de Quimperlé s'ils le préfèrent.
- 4) Cléguer, Caudan, Lesbin, Gestel sa trêve et *Pont-Scorff*.
- 5) Lanvaudan, Calan sa trêve, Inzinzac et Pennequesten sa trêve, *Plouay*.
- 6) Inguiniel, Quistinic, *Bubry* et Saint-Yves sa trêve, sauf aux habitants d'Inguiniel à se réunir au district du Faouët s'ils le préfèrent.
- 7) Saint-Gilles-les-Champs, Brandérion, *Languidic*.
- 8) Nostang, Merlevenez, Sainte-Hélène, *Kervignac*.
- 9) Plouhinec, Riantec, Groix, *Port-Louis*.

4° Que le district du FAOUET sera divisé en sept cantons :

- 1) *Gourin*, Roudoualec et Le Saint trêves de Gourin.
- 2) Locunolé, Guiscriff, y compris *Lannevenigen* sa trêve.
- 3) *Langonnet*, La Trinité sa trêve et Plouray.
- 4) Saint-Tugdual, Le Croisic sa trêve et *Priziac*.
- 5) Langouélaur, *Ploerdut*, y compris Locquion sa trêve.
- 6) Lignol, Cernay, St-Caradec-Trégomel et *Kernasclédén* sa trêve.
- 7) Meslan, *Le Faouët*.

5° Que le district de PONTIVY sera divisé en huit cantons

- 1) Neuillac, *Pontivy*.
- 2) Saint-Gonnery, Croixanvec et *Noyal*.
- 3) Malguenac, *Cléguérec*.
- 4) Séglien, Persquen, Silfiac, *Le Guéméné*.
- 5) Melrand, Guern, *Bieuzy*.
- 6) Naizin, Moreau, Plumelin, *Locminé*.
- 7) Remungol et sa trêve, *Pluméliau*.
- 8) Guénin, *Baud*.

6° Que le district de JOSSELIN sera divisé en huit cantons :

- 1) *Josselin*, ville et faubourgs.
- 2) Croix-Helléan, Lagrée-Saint-Laurent, Ponneleuc, *Lannouée*.

- 3) *La Trinité* trêve d'Evriguet, Ménéac, Mohon.
- 4) Saint-Samson, Saint-Gouvry, Rohan, Credin, *Bréhan-Loudéac*.
- 5) Pleugriffet, Lentillac, Radenac, *Réguiny*.
- 6) Saint-Allouestre, Buléon sa trêve, Saint-Jean-Brévelay, *Bignan*.
- 7) Cruguel et Billio sa trêve, Guéhenno, *Plumelec*.
- 8) Quily, Saint-Servan, Coëtbugat, Tréganteur, *Guégon*.

7° Que le district de PLOERMEL sera divisé en neuf cantons :

- 1) Brignac, Saint-Brieuc-de-Mauron, Saint-Léry, *Mauron*.
- 2) Concoret, Tréhoréteuc, Paimpont en partie, *Néant*.
- 3) Beignon, Saint-Malo-de-Beignon, Augan, *Campénéac*.
- 4) *Guer*.
- 5) Missiriac, Saint-Abraham, La Chapelle, Ruffiac et sa trêve, *Caro*.
- 6) *Malestroît*.
- 7) *Sérent* et ses trêves.
- 8) Guillac et ses trêves, Montertelot, Gourhel, *Ploërmel*.
- 9) *Loyat*, Guilliers.

8° Que le district de ROCHEFORT sera divisé en sept cantons:

- 1) Malansac, Limerzel, Pluherlin, *Rocheport*.
- 2) Caden, Saint-Jacut, *Allaire*.
- 3) Berric, Molac, Larré, *Questembert*.
- 4) Saint-Marcel, Saint-Congard, Reminiac, *Pleucadeuc*.
- 5) Saint-Martin, Saint-Laurent, *Saint-Gravé*.
- 6) Saint-Vincent et Saint-Perreux sa trêve, Les Fougerêts, *Peillac*.
- 7) Glénac, Tréal, Carentoir et ses trêves, *La Gacillais*.

9° Que le district de LA ROCHE-BERNARD sera divisé en cinq cantons :

- 1) Teilhac, Saint-Dolay, Nivilliac, *La Roche-Bernard*.
- 2) Gerel, Penestin, *Camoël*.
- 3) Béganne, *Rieux*.
- 4) Noyal, Marzan, *Péaul*.
- 5) Arzal, Billiers et *Bourg-Pol-Muxillac*.

Ce tableau diffère de celui annexé à la carte de Cassini (1)

(1) La carte de CASSINI sur laquelle les députés du département de Vannss ont tracés les limites des circonscriptions administratives figure sous la cote N N 118. (Archives nationales) Le côté Est de la

en ce que la paroisse de Lauzac passe du district de Vannes à celui de la Roche-Bernard. Ce dernier, signé des neuf députés intéressés au département, constitue le procès-verbal officiel de division dressé en double exemplaire, l'un, pour être déposé aux archives de l'Assemblée Nationale l'autre, pour être envoyé aux commissaires du roi.

III. — Nom du département

Les départements n'eurent, au début, d'autres noms que ceux de leurs chefs-lieux. — Le 9 décembre 1789, l'Assemblée Nationale admettait l'alternance du chef-lieu dans plusieurs villes du département. Le système d'appellation précédemment employé ne pouvait désormais subsister. Les députés cherchèrent de nouveaux noms. Dans le projet de division de la Bretagne en six départements celui de Vannes était dénommé « Côtes du Midi », par opposition aux « Côtes du Nord » département qui continua à s'appeler ainsi. Le terme de « Mor-bihan (mots bretons signifiant mer petite) fut jugé préférable à celui de « Côtes du Midi » équivoque et peu expressif. On désignait précédemment par Morbihan le grand golfe, petite mer intérieure parsemée d'îles, touchant Vannes par une de ses extrémités et de l'autre s'ouvrant à l'Océan, par l'étroit goulet de Port-Navalo.

Ce fut seulement le 26 février que le baron de Cernon et Bureau de Pusy, au nom du comité de Constitution, propo-

carte a été ajoutée ultérieurement, mais la partie Ouest indique par de nombreux remaniements à l'encre les hésitations, des députés chargés du travail de division. — Le N. N. 269 contient également une carte du département de la même époque.

(1) Le procès-verbal de division figure aux archives nationales cote N N 113, signé de « MM. Guégan, Allain, Loden de Komen, Lucas de Bourgerel, Ruault, Boullé, Coroller du Moustoir, Dusers, Le Floch intéressés au dit département », figure aux archives nationales sous la cote N. N. 13. — Il existe un duplicata de l'époque F. 1443.

sèrent à l'Assemblée Nationale de donner aux départements des noms autres que ceux de leurs chefs-lieux. (1)

L'abbé Maury s'y opposa. La dénomination s'inspirant de circonstances géographiques offrait quelque chose de trop artificiel : Pourquoi, disait-il, appeler le département de Paris, « la Seine » quand ce fleuve baignait plusieurs autres départements ?

Un député proposa, pour éviter tout désaccord, de numérotter les circonscriptions ce qui attira la protestation de Mirabeau : « Je m'élève contre cet avis, car l'amour propre humain qui se replie en tous sens sans nous abandonner pourrait bien persuader un jour que le numéro 24 ne vaut pas les numéros 1 et 2. »

Sous l'instigation de Target, l'Assemblée ne voulant pas prolonger ces discussions inutiles, décréta que le comité de Constitution était chargé de donner des dénominations aux 83 départements.

Les noms proposés par les députés de chaque département furent adoptés par le comité et reçurent leur consécration dans les lettres patentes du 4 mars 1790.

(1) Archives parlementaires, tome 11, pages 710 et suivantes.

LES COMMISSAIRES ROYAUX ET LES ÉLECTIONS

I. — Les commissaires royaux

Les limites des départements, des districts et des cantons déterminées, il restait pour donner vie à l'organisation départementale à élire les administrateurs.

D'après le décret du 22 décembre 1789 l'administration du département comprenait : un conseil général de trente-six membres, organe délibérant, élu pour quatre ans et renouvelé tous les deux ans par moitié ; un directoire permanent, de huit membres, élu par le conseil dans son sein, pour la même période de quatre ans avec renouvellement par moitié tous les deux ans ; ce directoire représentait l'administration active ; près de ces deux organes un procureur général syndic, nommé par les électeurs pour quatre ans était chargé de requérir l'application des lois et de représenter le département en justice. L'administration de district était une miniature de la précédente : le conseil général comprenait seulement douze membres ; le directoire, quatre ; le syndic avait seulement le titre de procureur au lieu de celui de procureur général.

Une assemblée élect orale de département, siégeant au chef-lieu, devait élire les membres du conseil général et le procureur général syndic. Les mêmes électeurs, réunis ensuite dans leurs districts respectifs, nommeraient les membres du conseil de district et le procureur syndic.

Les électeurs composant ces assemblées électorales devaient être élus par les citoyens actifs réunis au chef-lieu du canton en une ou plusieurs assemblées primaires suivant que le nombre de citoyens actifs était moindre ou supérieur

à neuf cents. Etaient citoyens actifs, les français mâles, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés depuis un an dans le canton, n'appartenant pas à la classe des domestiques et et payant une contribution directe de la valeur de trois journées de travail. Ils désignaient les « électeurs » à raison d'un pour cent citoyens présents ou non présents à l'Assemblée, mais ayant le droit d'y voter. Etaient seuls éligibles, les citoyens payant une contribution directe de la valeur de dix journées de travail.

Un premier travail s'imposait consistant à dresser un tableau indicatif, par canton, des citoyens actifs, de ceux éligibles et du nombre des électeurs à nommer. L'Assemblée Nationale, toujours soucieuse de hâter la réorganisation administrative décréta le 8 janvier 1790 « que La Majesté serait suppliée de prendre les mesures les plus convenables, pour que l'exécution, du décret du 22 décembre soit utilement surveillée et dirigée en chaque département et pour que la convocation des administrations de département et de district ait lieu au plus tard du 1^{er} au 15 février prochain. » L'intérêt très vif, que prirent toutes les villes à la grande opération administrative, retarda par de trop nombreuses pétitions et réclamations, le travail des députés, réunis en assemblée afin de préparer la division de leur province ; ce fut seulement le 26 février que l'Assemblée Nationale décréta le partage général du royaume en départements.

Le vœu émis le 8 janvier, ne put donc être réalisé qu'au début de mars. — Le roi nomma alors trois commissaires par département dont les pouvoirs furent précisés dans les lettres patentes du 6 mars. « Nous vous nommons et com-mettons pour prendre sans délai toutes les mesures et faire toutes les dispositions nécessaires pour la formation, et l'établissement du département du Morbihan et des districts qui en dépendent ; faire convoquer les assemblées pour les élections ; faire remplir toutes les conditions et formalités prescrites par les décrets, de l'Assemblée Nationale ; veiller sur toutes les opérations ; décider provisoirement sur les difficultés qui pourront s'élever sur les dites formations et établissements et en général faire ce que nous ferions nous mêmes pour l'exécution des dits décrets ; décider provisoirement sur toutes les difficultés qui vous seront déferées relativement à l'organisation et à l'établissement des nouvelles municipalités ; agir et prononcer sur le tout à la pluralité des voix ou chacun séparément suivant que vous en serez convenu avec eux et que les circonstances se trouveront l'exiger ; le tout à la charge de nous rendre compte de

l'exécution des présentes, notamment des objets sur lesquels vous jugerez qu'il sera nécessaire de prendre nos ordres. Mandons à tous les Tribunaux, corps administratifs et officiers civils, qu'en tout ce qui concerne et dépendra de la présente commission, ils aient à vous reconnaître et à vous départir de toute assistance. » (1)

Les pouvoirs des commissaires royaux étaient très étendus; ils étaient chargés, non seulement de la convocation des Assemblées primaires, mais aussi du contentieux de toutes les élections faites dans le département; leur compétence concernant les difficultés et contestations afférentes aux élections municipales souleva d'abord la défiante attention de l'Assemblée Nationale. Celle-ci, dans son décret du 8 janvier, n'avait nullement songé donner à des commissaires du roi, une surveillance quelconque sur les élections des municipalités. La mauvaise humeur de l'Assemblée s'accrut de ce que le roi avait nommé les commissaires sans prendre l'avis des députés intéressés de chaque département. Un incident suffit pour mettre à jour ces dispositions hostiles. La ville de Troyes refusa de recevoir les commissaires royaux prétextant qu'ils ne tenaient leurs pouvoirs que du roi et non de l'Assemblée Nationale. Le Chapelier rapporteur du comité de Constitution exposa le 29 mars l'incident à l'Assemblée; il désapprouvait le geste de la municipalité en demandant toutefois que les élections municipales ne soient plus jugées par les commissaires mais renvoyées à l'Assemblée Nationale. — Robespierre intervint dans le débat : « Je ne connais pas, dit-il, de mesure plus inconstitutionnelle que l'instruction donnée aux commissaires nommés par le pouvoir exécutif, sans que l'Assemblée Nationale soit consultée. Les commissaires, qui les a nommés ? — Le ministre ! — Qui sont-ils ? — Des seigneurs, des prélats ! » (2) Il proposait une singulière restriction de leurs pouvoirs : Quant à la durée, qui n'eut pas dépassé la réunion des assemblées primaires ; quant à l'étendue, leur rôle ne devant consister qu'en la seule convocation de ces assemblées ; de plus, les commissaires devaient être inéligibles.

L'Assemblée Nationale sans adopter l'amendement proposé par Robespierre précisa le même jour en les restreignant, les attributions des commissaires royaux : « 1) Les pouvoirs des commissaires chargés par le roi de surveiller et diriger pour cette première fois seulement, conformé-

(1) Archives municipales de Vannes. B. B. 29.

(2) Archives parlementaires, tome 12, page 406.

ment au décret du 8 Janvier dernier, la formation des administrations de département et de district, expireront le jour de la clôture du dernier procès-verbal d'élection des citoyens qui composeront les dites administrations.

2) Les commissaires devant décider provisoirement les difficultés qui surviendront dans le cours de la formation des assemblées primaires et administratives renverront à l'Assemblée Nationale les difficultés majeures qui pourraient survenir et dont la décision ne pourrait être dirigée ni par le texte, ni par les conséquences nécessaires des décrets de l'Assemblée Nationale.

3) Le comité de Constitution ayant été autorisé à donner son avis sur plusieurs difficultés relatives à la formation des municipalités et à renvoyer aux Assemblées départementales les difficultés qui tiennent à des connaissances locales, ce seront ces assemblées qui prononceront sur toutes les questions survenues à cet égard ou qui pourraient survenir ; les commissaires du roi ne pourront en connaître sous aucun prétexte.

4) Les commissaires avant de commencer leurs fonctions prêteront le serment civique devant la municipalité du lieu où se tiendra l'assemblée des électeurs du département ».

Les commissaires pour la formation du département du Morbihan avaient été choisis parmi la haute bourgeoisie. Les désignations furent bien accueillies. Les personnages appartenant à de vieilles familles bretonnes estimées de tous ; néanmoins les rapports entre des commissaires et les municipalités ne furent jamais empreints d'une sincère cordialité ; celles-ci, jalouses de leur indépendance, se tinrent dans une froide réserve vis-à-vis d'agents jouissant de la confiance du roi mais non celle de l'Assemblée Nationale.

Les commissaires royaux du Morbihan n'eurent pas occasion, durant les trois semaines qu'ils en eurent le pouvoir, de s'occuper des élections municipales. Celles-ci avaient eu lieu, dans le plus grand calme, aux mois de Janvier et de Février (1).

La municipalité vannetaise était installée depuis le début de Février. La communauté avait eu soin le 15 Janvier 1790, avant son départ, de rembourser au maire Lemenez de Kerdellean, le prix de son office, 12.220 livres, les fonctions municipales devenant électives. Les opérations électorales furent préparées de longue date ; dès le 12 Décembre des

(1) Archives départementales du Morbihan. L. 233, — Procès-verbaux d'élections.

commissaires avaient été nommés pour dresser les rôles des élections ; les quatre paroisses de la ville servirent à la division en quatre divisions et il fut décidé qu'une commission permanente, composée de douze membres pris dans la communauté, serait compétente pour résoudre les difficultés qui pourraient se présenter. Le Menez de Kerdellean fut réélu maire, le 26 Janvier et le lendemain Le Malliau fut nommé syndic. Toute la journée du 28 fut employée au recensement, dans les Assemblées, du premier scrutin pour la nomination des onze officiers municipaux, dont l'élection fut proclamée le 29. — Le lendemain furent élus les vingt-quatre notables, qui joints aux officiers municipaux et au maire, devaient former le conseil général de la commune. Une messe fut célébrée à l'issue de laquelle les élus prêtèrent serment. La cérémonie terminée, les officiers municipaux et notables se rendirent à l'hôtel-de-ville accompagnés de l'ancienne municipalité et de la milice nationale (1).

Ce fut à cette municipalité, que Rollin de la Farge remit, le 11 mars, pour la faire enregistrer, la lettre patente qui le commissionnait « avec le sieur Gaillard de la Touche et le chevalier Floyd, à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour la formation et l'établissement du département du Morbihan ». Le corps municipal après avoir ouï le substitut syndic en sa remontrance arrêta : « que, conformément aux ordres de Sa Majesté, la dite commission serait transcrite sur le registre. »

Rollin de la Farge était professeur à l'école de marine nationale de Vannes. Il était connu par sa vaste érudition, son inaltérable bienveillance, sa douce mais ferme autorité. Il acquit un rôle prépondérant à la commission royale, dont il fut dès le premier jour secrétaire ; les rapports quotidiens adressés au ministre, le Comte de Saint-Priest, furent rédigés par lui et pour la plupart d'après ses propres vues.

René-Marie Gaillard de la Touche, juge à la Sénéchaussée de Ploërmel, avait toutes les qualités d'un bon administrateur ; dédaigneux des discussions subtiles mais improductives, il avait l'observation sûre et pénétrante, la décision rapide ; psychologue averti, il savait mieux que personne, sonder l'esprit un peu mouvant du peuple et des foules, et par la même il savait les manier. Cherchant toujours à s'élever aux postes importants, peut-être par ambition, certainement par nécessité, il avait neuf enfants, il n'y par-

vint jamais ; mais plus tard, soit comme procureur syndic de Ploërmel, soit en l'an VII comme membre du directoire du département soit, en l'an VIII, comme sous-préfet de Ploërmel, il fut un aide infiniment précieux pour ses supérieurs dont il eut toujours la confiance et bien rarement la gratitude.

Le Chevalier Floyd, major de la marine, à Lorient, était le seul représentant de la noblesse d'épée à la commission où il joua d'ailleurs un rôle très effacé.

La commission royale tint sa première séance à Vannes, le 23 mars. Les cartes de Cassini et le procès-verbal de division qui y était joint n'étaient pas encore arrivés. Les commissaires ne pouvaient s'occuper de la formation des assemblées primaires, ignorant la composition exacte des districts et cantons. Au moins procédèrent-ils à une opération préliminaire, consistant en l'établissement de l'état de la population et des citoyens actifs par paroisse ; par une circulaire du 27 mars, ils imposèrent ce travail aux municipalités (1). Les réponses se firent longtemps attendre ; le 17 avril, malgré des circulaires réitérées, les commissaires n'avaient réuni que les États de soixante-cinq paroisses sur deux-cent-quarante-trois qui composaient l'ensemble du département. Rollin dans son rapport au Comte de Saint-Priest, (2) attribuait ces lenteurs à la mauvaise volonté, à l'ignorance et parfois aux conflits et troubles qui sévissaient en maints endroits.

L'hostilité de certaines municipalités contre les commissaires se manifestait d'une manière expresse. La municipalité de Ploërmel refusait de reconnaître les pouvoirs de Gaillard de la Touche sous prétexte que l'Assemblée Nationale les avait modifiés. (3)

L'ignorance des nombreuses municipalités était aussi évidente. Dans les paroisses de langue bretonne, il était fréquent de ne pas trouver d'habitant à la fois capable et disposé d'exécuter le travail demandé par les commissaires.

D'autres municipalités enfin furent empêchées par de graves événements. L'approvisionnement en grains donnait lieu à des plaintes fréquentes contre les marchands que l'on accusait d'accaparement ; le mécontentement devenait plus violent dans les villes où souvent on manquait de seigle. La

(1) Archives nationales A D XVI, 52.

(2) Archives nationales F 1 C III, Morbihan 1.

(3) Archives nationales F 2 1 487.

ville de Vannes était à ce moment très mal partagée ; les campagnes avoisinantes étaient parcourues par des spéculateurs ; les grains arrivant en ville étaient enlevés, dès l'aube, par les « blatiers » et meuniers qui faisaient leurs achats hors des lieux accoutumés du marché. Une émeute éclata le 2 avril, le corps municipal aussitôt assemblé, envoya un exprès à Lorient pour demander trois compagnies de renfort et deux pièces d'artillerie. Le conseil général fut réuni le 6 avril, pour recevoir les doléances des citoyens et prendre les mesures nécessaires à l'apaisement des esprits. « Le Conseil fait défense aux blatiers et meuniers de se présenter pour acheter des grains aux marchés avant midi et demie et d'en enlever la nuit ; ordonne que tous les grains qui viendront en ville les jours de marché pour être vendus ne pourront l'être qu'aux lieux accoutumés où ils seront conduits directement ; défend, au surplus, sous les peines portées par les décrets de l'Assemblée Nationale toute espèce d'accaparement. » De plus, le lendemain le Conseil décidait de livrer aux citoyens domiciliés en ville, le seigle nécessaire à leur consommation, au prix de dix-huit livres la perrée (soit le double hectolitre) en présence de deux commissaires nommés par le Conseil. Le 13 avril l'ordre était entièrement rétabli, un décret du Conseil général fit cesser l'application de la loi martiale qui avait été proclamée ; le drapeau blanc remplaça pendant huit jours le drapeau rouge qui avait été arboré (1).

Le calme revenu, on se remit au travail ; les municipalités retardataires finirent par envoyer l'état de la population et des citoyens actifs ; le 27 avril Rollin écrivait au comte de Saint-Priest : « Plus de deux cents municipalités nous ont fait parvenir les états de leur population ; nous les aurons tous vers la fin de la semaine et le département du Morbihan pourra se trouver formé vers la fin du mois de mai. » (2).

D'autre part, le procès-verbal de division était enfin arrivé le premier avril. L'apathie qu'avaient montrée les municipalités, au sujet de l'envoi des états de population, décida les commissaires à ne s'adresser à leur activité, qu'en cas d'absolue nécessité et en leur facilitant alors la besogne.

(1) Archives communales de Vannes, B. B. 29. — BACHELOT, substitut-syndic déplorait ce mouvement d'insubordination : « Ville infortunée naguère si recommandable par la douceur et l'aménité de ses mœurs, que dira la France quand elle apprendra que ses pères se sont vus forcés d'employer le fer et le feu pour la ramener au devoir. »

(2) Archives nationales F²₁ 487.

Ils firent, à cet effet, imprimer les procès-verbaux des prochaines élections laissant seulement à inscrire les noms des élus. Les commissaires adressèrent le 1^{er} mai aux municipalités l'ordonnance de convocation « pour que lecture en soit faite au prône le 9 mai, ce dimanche précédant de huit jours la tenue des Assemblées primaires » (1).

Les commissaires semblaient craindre encore des actes de violence, l'émeute vannetaise du 2 avril leur avait laissé de sérieuses appréhensions. Dans une lettre au Comte de Saint-Priest du 4 mai, Rollin réclamait des troupes. « Il y a depuis peu dans notre département quelques explosions assez dangereuses, elles n'ont pas eu, il est vrai, toutes les suites que l'on pouvait craindre, mais il règne dans tous les esprits une fermentation sourde qui ne peut être vraiment calmée que par la présence d'une force importante ; il semblerait infiniment utile que la garnison de Vannes fut composée d'un régiment entier d'infanterie et d'un ou même deux escadrons, qui dans le besoin puissent se transporter rapidement d'un bout à l'autre du département » (2).

Le mauvais vouloir des municipalités, auquel les commissaires s'étaient déjà heurtés, était encore à redouter. Rollin comprenait le malaise résultant pour lui et ses collègues d'être seulement les agents du roi, au moment où le pouvoir royal avait cessé d'être prépondérant. Il proposait au ministre de suggérer à l'Assemblée Nationale un décret nommant « les délégués du roi en même temps, délégués de l'Assemblée Nationale, avec ordre de rendre compte de leur mission aux deux pouvoirs. Ce serait le seul moyen d'éviter les défiances éternelles ». La réponse du comte de Saint-Priest du 8 mai, était fort laconique : « Nous ne pouvons envoyer les troupes qui sont en effet nécessaires, car on les regarderait comme attentatoire à la liberté des élections. » Quant au second vœu, le ministre n'y fait aucune allusion.

Ne désirant, au moins, rien laisser à l'imprévu des circonstances, à l'ignorance des assemblées primaires, les commissaires prirent soin, en exécutant d'ailleurs les prescriptions du décret de décembre 1789, de déterminer avec un grand luxe de détails, les différentes opérations dont celles-ci devaient s'occuper. Les listes des citoyens actifs et de ceux éligibles dûment certifiées par les municipalités devaient être apportées aux chefs-lieux de cantons, centres

(1) Archives nationales A-D XVI, 52.

(2) Archives nationales F¹ C III, Morbihan 1.

ou se formeraient les Assemblées. Les citoyens réunis devaient être provisoirement présidés par le plus ancien d'entre eux. Ce dernier et les trois scrutateurs, désignés aussi en raison de leur âge, étaient par la suite remplacés par un président et un secrétaire élus. Ceux-ci prêtaient serment de maintenir la Constitution du royaume et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui pouvaient leur être conférées. On devait ensuite procéder à l'appel des citoyens actifs, à la prestation de serment de chacun d'eux, à l'élection de trois scrutateurs et enfin à la désignation des électeurs pour la formation du département.

Le modèle uniforme de procès-verbal, délivré aux assemblées primaires fut utilisé par elles, aussi faut-il renoncer à y trouver trace de l'originalité des élections de mai 1790. Mais les protestations formulées par des groupes de mécontents évincés et parfois mêmes expulsés du lieu des assemblées ont un caractère plus particulier et montrent sous son véritable jour cette période électorale.

Les assemblées primaires se formèrent le dimanche 16 mai et certaines prolongèrent leurs séances jusqu'au 18 et 19 mai (1). Elles se tinrent dans l'église paroissiale du canton, parfois dans une chapelle; aucun autre édifice n'eut été assez vaste; de plus la sainteté du lieu, devait inciter les citoyens au calme et à la réflexion. Les élections ne donnèrent pas lieu à l'effervescence que redoutaient les commissaires du roi. Le 18 mai Rollin annonce, avec joie, au Comte de Saint-Priest la clôture des assemblées primaires de Vannes et l'heureux choix qu'elles avaient fait. D'autres attirèrent plus désagréablement l'attention des commissaires. L'assemblée de Malestroit avait été présidée par un Sieur Chaignard de la Godinaie sur le compte duquel courraient les bruits fâcheux et ce même individu avait réussi par intrigues à se faire désigner électeur.

L'assemblée primaire de Bréhan-Loudéac avait été fort tumultueuse. Le canton comprenait quatre paroisses : Rohan, Crédin, Bréhan-Loudéac et Saint-Samson. Seule, Rohan avait allure de petite ville, mais sa position excentrique avait empêché les députés bretons de lui attribuer le chef-lieu. Elle cherchait à gagner à sa cause des paroisses de Saint-Samson et de Crédin, l'assentiment de deux dernières eut certainement entraîné le transfert du chef-lieu à Rohan.

(1) Archives départementales du Morbihan, L, 233.

Il n'en fallait pas tant pour aviver l'inimitié que les paroissiens de Bréhan-Loudéac portait aux habitants de Rohan. Ceux-ci furent très mal accueillis, le jour de l'assemblée. Le recteur de Bréhan, élu président prêta serment « de maintenir la Constitution et d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, pourvu toutefois qu'il n'y ait rien dans les décrets de l'Assemblée Nationale de contraire à la religion catholique apostolique et romaine. » (1) Les citoyens de Rohan protestèrent contre cette addition ; le président dut prêter le serment pur et simple, non toutefois, sans que les protestataires ne fussent traités de cocardiens et menacés d'expulsion. Heureuse de cet incident, la municipalité de Rohan demanda aux commissaires du roi de fixer le chef-lieu du canton dans une paroisse plus respectueuse de l'Assemblée. Ceux-ci par une ordonnance du 26 mai renvoyèrent la connaissance de l'affaire à l'assemblée du département.

Les élections de Belle-Isle nécessitèrent aussi leur intervention. Les quatre paroisses de Belle-Isle et celle de Houat et Hœdic ne contenaient pas assez de citoyens actifs pour former deux assemblées primaires (1) ; en conséquence les commissaires du roi par leur ordonnance du 1^{er} mai les avaient réunies en une seule assemblée, qui devait se tenir en l'église du Palais. Les habitants de cette ville prétendaient jouer dans les élections un rôle prépondérant. Leur paroisse, centre du doyenné, auprès duquel fonctionnait un official distinct de celui de Vannes, était le siège d'une sénéchaussée et d'une subdélégation. De plus la difficulté des communications avec les autres paroisses (deux d'entre elles Houat, et Hœdic, étaient situées en mer sur des îlots fort distants), faisait prévoir le peu d'empressement qu'auraient les citoyens trop éloignés, de se transporter au chef-lieu. Les absentions furent nombreuses en effet, mais au moins ceux qui vinrent étaient bien décidés à ne pas se laisser conduire par les habitants du Palais. Dès l'assemblée réunie, ils exigèrent des citoyens présents, domiciliés au Palais, la preuve de leur activité par la présentation de leurs rôles d'imposition. Les habitants du Palais usant de représailles, exigèrent, à leur tour, la production des mêmes preuves. Bientôt le désordre devint tel que la séance dut être renvoyée au lendemain.

(1) Archives départementales du Morbihan, L, 354

La séance du 17 fut au début aussi mouvementée, mais peu à peu la plupart des citoyens des municipalités éloignées disparurent insensiblement. Ceux du Palais, restés seuls, s'empressèrent de choisir les sept électeurs parmi eux et de clôturer l'assemblée. Ce fut seulement le lendemain 18 mai qu'ils apprirent « que les autres citoyens actifs s'étaient réunis dans l'église de Bangor et que le citoyen Bigarré, qui à l'Assemblée du Palais avait déclaré se retirer chez lui pour ne pas influencer les électeurs, était allé à Bangor » (1). Enfin le 19, deux notaires vinrent apporter aux officiers municipaux du Palais une ordonnance des commissaires du roi, donnée sur la requête des citoyens retirés à Bangor : « L'Assemblée de Belle-Isle se divisera en deux sections, dont l'une comprendra les citoyens actifs du Palais et nommera deux électeurs et la seconde composée de tous les autres citoyens actifs du canton se réunira dans l'église de Bangor et nommera cinq électeurs. Au cas où la ville du Palais aurait nommé, seule, le nombre de sept électeurs, elle les réduira à deux seulement, attendu que les autres paroisses ont certifié aux commissaires n'avoir pas concouru à cette élection ».

Cette ordonnance allait contre le décret de décembre, sur la constitution des assemblées primaires, qui n'autorisait la formation de plusieurs sections que dans le cas d'un nombre de citoyens actifs supérieur à neuf cents. Les sept électeurs du Palais, se prévalant de cette illégalité, décidèrent de se présenter devant l'assemblée électorale du département.

En dehors de l'hostilité des municipalités et de la turbulence de certaines Assemblées primaires, les commissaires avaient un grave sujet d'inquiétude qu'ils ne manifestèrent qu'ultérieurement : quelle attitude allaient prendre la noblesse et le clergé à ces nouvelles élections ? Ayant refusé d'élire leurs députés, ils n'étaient pas représentés à l'Assemblée Nationale. De plus, par leurs déclarations de Rennes et de Saint-Brieuc, ils étaient sensés tenir pour nulle toute décision portant atteinte à l'indépendance provinciale, si cette décision n'était acceptée par les États de Bretagne. Cette situation ne pouvait se prolonger : il fallait ou partir ou retracter le serment de Rennes (2). Dès la fin Juillet 1789, l'émigration

(1) Archives nationales, A D, xvi, 53.

(2) Les membres de la noblesse bretonne réunis aux États de Bretagne à Rennes, avaient prêté serment « de ne jamais consentir à aucun changement dans la constitution de la province, de ne participer à aucune assemblée, aucune administration par laquelle on voudrait remplacer les États. »

commença ; la communauté de Vannes fit à ce moment une démarche près du doyen de la noblesse pour enrayer le mouvement. Ceux qui restèrent durent le 7 Août 1789, sur la demande de la communauté, retracter leur serment de Rennes et donner leur adhésion aux décrets de l'Assemblée Nationale (1). Ils ne pouvaient dès lors s'abstenir de prendre part à la vie politique du pays. « La noblesse nombreuse de Vannes, écrit Rollin, prêta le serment civique et vota avec tous les citoyens ».

Les recteurs et vicaires s'étaient montrés dès le début favorables à la réalisation des idées nouvelles. Ils exerçaient sur leurs paroissiens une influence considérable. Les réformes révolutionnaires, qui flattaient les habitants des campagnes dans certains de leurs intérêts, avaient été d'autant mieux acceptées par eux, que leurs prêtres en avaient fait l'éloge. En mai 1790, la situation était différente. On parlait d'un projet de réforme dans la constitution du clergé et le bruit courait que l'Assemblée Nationale était hostile au catholicisme ; les prêtres bretons allaient être tourmentés par cette même révolution, dont ils s'étaient faits les apologistes, les paysans attaqués dans leurs convictions les plus chères. Les commissaires jugèrent opportun de faire précéder l'ouverture de l'assemblée électorale d'une grande manifestation religieuse « précaution propre, écrivait Rollin, à détruire la fâcheuse impression que l'on sème avec art dans nos villes et nos campagnes. » (2). D'accord avec la municipalité de Vannes, les commissaires sollicitèrent de l'évêque une messe du Saint-Esprit (3). M^{gr} Sébastien Amelot, qui n'avait jamais été un chaud partisan de la Révolution, avait néanmoins des vues larges et conciliatrices ; il accepta de célébrer, en personne, cette messe d'ouverture qui fut fixée au mardi vingt-cinq mai.

(1) Archives communales de Vannes, B. B. 24.

(2) Archives nationales F¹ C III, Morbihan, 1.

(3) Archives départementales du Morbihan, L, 198.

II. — L'Assemblée électorale du département

Les électeurs se réunirent à Vannes, le 25 mai, vers neuf heures du matin, dans l'église des Pères Carmes Déchaussés. Le plus ancien d'âge, Guibert, électeur de La Roche-Bernard, fut nommé président provisoire ; trois scrutateurs furent désignés et l'avocat Faverat fut proclamé secrétaire par acclamation. L'Assemblée reçut aussitôt les commissaires du roi qui virent lui rappeler l'objet pour lequel elle était convoquée. La municipalité et le Conseil général de Vannes vinrent ensuite l'inviter à se rendre à l'église cathédrale pour entendre la messe du Saint-Esprit. On se mit en marche au bruit des tambours ; le corps municipal précédait ; le Président de l'Assemblée suivait immédiatement, après lui le Secrétaire, les Scrutateurs et tout le Corps Electoral ; la Garde Nationale à droite marchant sur une file et les volontaires nationaux à gauche. Un peuple immense remplissait la cathédrale. La même pompe, le même ordre furent observés pour le retour du Corps Electoral au lieu de son Assemblée ; le peuple par son empressement à suivre la marche semblait jalouser l'honneur de poser la plus solide colonne de la belle constitution des français. Des remerciements furent adressés aux officiers municipaux qui furent reconduits à l'Hôtel de Ville par une députation de dix électeurs (1).

Le lendemain 26 mai, l'assemblée annula les élections faites par l'assemblée primaire de Malestroit. Un des élus, le sieur Chaignard de la Gautinaie, était sous le coup d'une prise de corps, prononcée contre lui par les juges du siège royal de Ploërmel, le 13 mars dernier.

L'assemblée primaire avait été illégalement présidée par lui ; la nullité de l'élection toute entière s'ensuivit. Le lendemain 27, sur l'invitation de l'assemblée électorale, les

(1) Le procès-verbal de l'Assemblée électorale ou sont puisés ces renseignements, d'ailleurs confirmés par les rapports des commissaires au Comte de Saint-Priest, ne mentionne toutefois pas l'absence entière à la cérémonie du chapitre de Vannes et de la noblesse — Lettre de Rollin au Comte de Saint-Priest du 27 mai — (Archives Nationales F 1 c III, Morbihan 1, 4)

commissaires prirent une ordonnance, convoquant les citoyens actifs du canton de Malestroit, pour former une nouvelle assemblée primaire, qui devait siéger à Elvan ; la proximité de cette paroisse, où l'on pouvait rapidement envoyer des troupes, était propre à « inspirer de la terreur aux mal intentionnés ».

Les élections faites à Bangor, en Belle-Isle, furent ensuite validées et conformément à l'ordonnance des commissaires royaux du 19 mai deux électeurs seulement de la section du Palais, furent admis à l'assemblée. — Les cinq autres, évincés se rembarquèrent pour Belle-Isle. « Ils eurent la jactance, écrivait Rollin, d'y faire une espèce d'entrée triomphale dans une barque portant pavillon blanc de l'avant et de l'arrière et se faisant suivre avec des violons par la populace. Cette tabagie fut accompagnée de beaucoup d'injures et de menaces pour l'avenir contre les électeurs admis » (1).

Les élections de son président, l'abbé Le Botmel, de son secrétaire Faverat et de trois scrutateurs occupèrent trois jours encore l'Assemblée. Venait le moment où elle allait enfin procéder à l'élection des administrateurs du département. Les commissaires du roi avaient reçu l'ordre du Comte de Saint-Priest de veiller à ce que l'Assemblée ne s'occupât d'autres questions. Ils s'y employèrent de leur mieux : « Nous avons lieu d'espérer que tout se passera dans la plus grande tranquillité, par la préoccupation que nous avons pris d'inculquer à tous et de représenter sous toutes les formes, le danger de s'occuper d'aucune motion étrangère à l'objet immédiat de l'assemblée, chacune devant être renvoyée à l'administration même qu'il s'agit seulement de bien former. Nous multiplions autant qu'il est possible les moyens de confiance entre l'assemblée et les commissaires du roi. Il nous a paru surtout qu'en lui persuadant bien que nous n'avions personnellement aucune vue sur les places d'administrations, nous réussirions bien mieux à remplir les intentions du roi. » (2)

L'assemblée électorale, bien que désireuse d'entretenir « l'heureuse harmonie qui régnait entre elle et les commissaires du roi », n'entendait point restreindre son rôle à la seule désignation des électeurs. Sur les quatre cent vingt électeurs la presque totalité habitaient la campagne ; ils,

(1) Archives nationales F 1, C III, Morbihan 1. Lettre de Rollin au Comte de Saint-Priest.

(2) Archives nationales F, 1 c III, Morbihan 1. Lettre de Rollin au Comte de Saint-Priest.

avaient reçu mission d'intervenir près des pouvoirs publics au sujet du domaine congéable, et ils auraient pensé mal remplir leurs mandats que de ne pas soulever la question à l'Assemblée. — D'autre part, le décret du 26 février avait laissé au département à statuer « entre la ville de Hennebont et celle de Lorient laquelle serait définitivement chef-lieu de district ». L'un des électeurs de Lorient, de Najac, en saisit l'assemblée dès qu'elle fut constituée, le 29 mai. Malgré l'intervention d'un électeur d'Hennebont, Le Tobic de Kerfrezou, qui fit observer que seule l'administration du département était qualifiée pour statuer, la discussion continua et deux séances furent remplies par les plaidoieries des orateurs de l'une et l'autre ville. Voyant que la discussion n'aboutissait pas, l'assemblée décida de nommer une commission de seize membres chargée d'examiner les moyens respectifs des deux villes et d'en faire un rapport.

Deux électeurs proposèrent ensuite « l'abolition de tous les usements locaux de la province et particulièrement des usements à domaine congéable ». Cette motion appuyée « successivement par une infinité d'électeurs, sans éprouver aucun débat est définitivement accueillie par l'assemblée qui a nommé une commission composée de trois électeurs par district pour rédiger cette pétition. »

Ce fut seulement le 31 mai que commencèrent les élections des administrateurs du département. La veille, avait été arrêté le mode de désignation; trois électeurs par district devaient d'abord être élus par scrutin séparé, puis les neuf administrateurs restant à nommer, seraient élus en un seul scrutin pour tous les districts.

A peine à l'ouvrage, l'assemblée en fut distraite par le résultat inattendu des nouvelles élections de l'assemblée primaire de Malestroit, convoquée le 28 mai, à Elven. La réunion avait été fort orageuse, et les commissaires du roi qui y assistaient, durent « requérir la municipalité de Vannes d'envoyer à Elven des détachements de dragons et de maréchaussée pour y protéger et maintenir la sûreté publique » (1). Les mêmes électeurs, contrairement à toute vraisemblance, furent réélus. L'assemblée électorale indignée annula cette seconde élection : « 1° parce qu'il est prouvé que l'ancienne municipalité avait fixé la journée de travail à seize sols et que ce dut être d'après cette fixation que fut réglée la quantité de citoyens actifs pour la formation de la nouvelle municipi-

(1) Archives nationales, F 1 c III, Morb. 1.

palité ; 2° parce qu'il est également prouvé que dans l'assemblée primaire tenue à Elven, quelques factieux prétendirent réduire la journée de travail à dix sols, afin de grossir le nombre de votants ; quelques difficultés s'étant élevées sur cette question, les opposants en réfèrent aux commissaires du roi qui, dans leur ordonnance du 28, fixèrent définitivement la journée de travail à seize sols, conformément à ce qui dut être observé pour la formation de la municipalité ; 3° enfin parce qu'au mépris de cette ordonnance, l'assemblée primaire d'Elven a fixé la journée de travail à dix sols et s'est constituée en conséquence de cet arrêté vicieux. »

L'élection des administrateurs du département occupa pendant onze jours l'assemblée. « Les opérations ont lieu, écrivait Rollin, dans la plus grande tranquillité mais non pas sans cabales sourdes et sans intrigues. Il semblerait, à voir l'ambition germer dans toutes les têtes, que le sol soit peuplé que de gens vieillis dans le labyrinthe d'une vaste administration. » La lenteur des opérations peut étonner à notre époque où les élections se font en un jour ; pour mieux comprendre celles de 1790, il faut s'imaginer cette assemblée de quatre cents votants, ne se connaissant pas, ne parlant pas la même langue ; plusieurs tours de scrutin étaient nécessaires pour atteindre la majorité absolue, condition de validité de l'élection.

Le 10 juin, seul, le procureur général syndic restait à nommer. Le moment arrivait où l'assemblée allait aborder les sujets confiés par elle à ses commissions. Les commissaires royaux ne pouvaient clôturer l'assemblée tant que le procureur général syndic n'était pas désigné ; au moins firent-ils tout ce qui était en leur pouvoir pour abréger les séances consacrées à des discussions qu'ils jugeaient inopportunes et dangereuses. — Le 11 juin, ils prenaient une ordonnance convoquant les électeurs par district : « Aussitôt après la nomination d'un procureur général syndic et la clôture du procès-verbal de ses séances, l'assemblée se séparera. — Les électeurs se rendront chacun dans les chefs-lieux de leurs districts respectifs, pour s'y former en assemblées électorales et y procéder à la nomination de douze administrateurs et d'un procureur syndic par district. — Les électeurs du district de Vannes s'assembleront le lendemain de la clôture du procès-verbal des séances de l'assemblée électorale à sept heures du matin et une heure après l'assemblée du district se déclarera formée, sous la présidence de l'ancien des électeurs. — A la même heure et dans la même forme, les autres électeurs procéderont aux

mêmes opérations et se rassembleront par district, savoir : à Auray et Rochefort, le 14 juin ; à Josselin le 15 juin ; à Ploërmel et La Roche-Bernard, le 16 juin ; à Hennebont, le Faouët et Pôntivy le 18 juin. »

Les électeurs des districts d'Auray et de Rochefort devant être en ces deux villes le 14 juin au matin, l'assemblée électorale n'avait plus que deux jours pour traiter les questions en litige.

Celle de Lorient vint en premier. La commission désignée pour l'instruction de l'affaire avait eu son temps bien occupé. Elle fut saisie d'abord par un mémoire des électeurs de Lorient où étaient exposées toutes les raisons qui militaient en faveur de l'établissement du district en cette ville. Le décret du 22 décembre 1789 ordonnait la distribution des représentants entre tous les départements suivant les trois proportions du territoire, de la population et de la contribution directe ; ce décret, d'après l'avis commun des électeurs de Lorient et de Hennebont, devait faire la loi pour l'établissement des districts. Le district était divisé en dix cantons : cinq étaient plus près de Lorient que de Hennebont ; Lorient, Guidel, Plémour, Port-Louis, Pont-Scorff et cinq plus proches de Hennebont que de Lorient, Hennebont, Plouay, Bubry, Languidic, Kervignac. Les cinq premiers avaient 50.000 âmes, les cinq derniers 29.404 ; les uns nommaient quarante et un électeurs, les autres vingt-huit seulement ; une même proportion se faisait remarquer dans les impositions. A cette assertion qui venait, on le devine, de Lorient les électeurs de Hennebont trouvaient facilement objection. Si l'on calculait, disaient-ils, la distance à vol d'oiseau, nos adversaires auraient raison ; mais le bon sens indique que l'on doit tenir compte des obstacles, des accidents géographiques, or les bras de mer qui entourent Lorient, l'isolent de telle façon que les habitants des cantons de Pont-Scorff et de Port-Louis, qui sont effectivement plus près de cette ville que de Hennebont, sont obligés pour y aller de passer par cette dernière.

La commission appréciant à leur juste valeur ces différentes données en tira la véritable conclusion : Hennebont était le centre du territoire et Lorient celui de la population. Cette dernière ville, ayant en sa faveur l'énorme excédent de contribution directe qu'elle versait de plus que sa rivale, l'aurait emporté aux yeux de l'Assemblée si les électeurs de Hennebont ne lui eussent soumis dix-neuf délibérations de municipalités du district énonçant le désir qu'avaient les habitants de voir fixer à Hennebont le chef-lieu du district.

Ces délibérations étaient sujettes à caution, les électeurs de Lorient firent remarquer qu'elles étaient toutes du même modèle et de la même date ; Mais la commission ne voulut pas retenir cette présomption de suggestion de la part de la municipalité de Hennebont. Restait à prendre une décision ou plutôt à en présenter une à l'assentiment de l'assemblée électorale. La commission proposa « de faire alterner le chef-lieu à Hennebont et Lorient, de deux ans en deux ans jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ne fixa le siège de la juridiction dans une de ces deux villes, alors celle qui jouirait de cet avantage ne pourrait avoir le district. Le district étant une prérogative et la juridiction une richesse réelle, il semble tout indiqué de demander à l'Assemblée Nationale de fixer la juridiction à Hennebont. Lorient devenant alors exclusivement chef-lieu du district » (1). Le projet de la commission, mis au voix, n'obtint pas la majorité de l'assemblée. — Le Botmel, président, proposa alors de donner un avis définitif sur la fixation du chef-lieu du district, ce qui occasionna de violents débats. Pour en finir les électeurs de Hennebont et de Lorient tombèrent d'accord pour demander « qu'il plut à l'assemblée laisser la question en l'état et en référer la décision à l'Assemblée Nationale ». L'assemblée s'empressa d'adopter ce compromis. La lecture du rapport, les discussions, le vote avaient pris toute la séance du matin du 12 juin ; celle du soir fut utilisée à l'envoi d'hommages de reconnaissance à l'Assemblée Nationale et à la rédaction d'une adresse à cette assemblée, afin d'obtenir l'érection de l'église cathédrale de Vannes en église métropolitaine et l'élévation de l'évêque à la dignité d'archevêque.

Le rapport de la commission chargée d'étudier la question du domaine congéable ne fut présentée que le dimanche matin, 13 juin, jour de clôture de l'assemblée. Ce rapport était long, sa lecture et les quelques explications qu'il fallut donner aux électeurs de langue bretonne occupèrent toute la matinée. Aucune discussion ne suivit ; il fut décidé à la presque unanimité d'adresser l'œuvre de la commission à l'Assemblée Nationale. Parmi les vingt-sept membres de la commission figuraient des avocats, des notaires, des cultivateurs, tous très documentés sur la tenue convenancière, les premiers par leur constante intervention dans les procès et la rédaction des baux relatifs au domaine congéable, les derniers pour être eux-mêmes des convenanciers.

(1) Archives nationales, A D, XVI 52.

S'appuyant sur le texte des usements, sur des ouvrages de jurisconsultes, ils démontraient que le domaine congéable était d'essence féodale et qu'à ce titre il devait être supprimé. Aux arguments théoriques ils ajoutaient des considérations d'ordre économique. Le domaine congéable était essentiellement destructif des bois, l'incertitude planant sur leur répartition entre le propriétaire et le convenancier, ce qui était grand dommage pour une province maritime comme la Bretagne.

La commission, avec raison, n'espérait pas une solution immédiate de la part de l'Assemblée Nationale, aussi elle la pria « de rendre provisoirement un décret qui suspendit l'exercice des congéments, la vente des tenues échues en deshérence, toute disposition des bois, soit de la part des seigneurs, soit de la part des vassaux et la poursuite de toute instance ce touchant, jusqu'ici ce qu'elle en ait autrement ordonné dans sa sagesse. » (1)

Quelque importance que l'assemblée électorale accorda à la question du domaine congéable, elle ne put prolonger son examen plus longtemps. Le soir même elle devait obligatoirement clôturer ses séances et il restait à élire le procureur général syndic. L'après-midi se passa donc au dépouillement du scrutin à la suite duquel fut proclamé élu Le Malliaud de Kerharnas. Ce dernier était à ce moment, conseiller à la Cour supérieure provisoire de Rennes. Il devait jouer sous le Directoire et le Consulat un rôle particulièrement important dans le département du Morbihan. Son élection fut le dernier acte de l'assemblée dont le président ordonna, le 13 juin au soir, la dissolution.

III. — Election des administrateurs de districts

L'assemblée dissoute, les électeurs regagnèrent précipitamment leurs districts. Ceux d'entre eux, qui appartenaient aux districts de Vannes, Auray et Rochefort devaient en effet se trouver réunis le lendemain matin à sept heures afin de procéder à l'élection des administrateurs de leur district.

(1) Archives départementales du Morbihan, L. 398.

Les élections eurent lieu dans le plus grand calme et avec plus de rapidité que celles du département. Le nombre des administrateurs à nommer était moindre, douze au lieu de trente-six ; les électeurs étaient moins nombreux et déjà exercés. Le 18 juin, les opérations se trouvaient terminées (1).

Suivant le décret du 29 mars, les pouvoirs des commissaires du roi prenaient fin. Parmi eux, d'ailleurs, deux venaient d'être élus procureur syndic : Rollin de la Farge à Vannes, Gaillard de la Touche à Ploërmel.

Les administrateurs du département et des districts, nouvellement élus, exerçaient des professions diverses. Les avocats, les notaires, les procureurs étaient en grosse majorité. Les ecclésiastiques étaient aussi assez nombreux. Par contre les cultivateurs n'avaient qu'un petit nombre de représentants : beaucoup d'entre eux étaient écartés des fonctions administratives par leur ignorance, d'autres par l'impossibilité, résultant de leur éloignement, de participer aux séances de délibération. Les négociants, sauf dans le district de Hennebont, étaient en nombre infime, la contrée n'ayant alors qu'un commerce à peu près nul. (2)

L'application rigoureuse de la constitution civile du clergé devait bientôt chasser l'élément ecclésiastique, essentiellement pondérateur, et par cela même éloigner de la nouvelle administration beaucoup de gens des campagnes qui lui avait tout d'abord fait confiance.

(1) Archives départementales du Morbihan, L 233.

(2) [Archives nationales F 1 c III, Morbihan 1] — Cette composition professionnelle est intéressante à retenir car elle permet de mieux comprendre les actes ultérieurs de ces administrations.

Administrateurs du département. — Avocats, notaires, alloués, procureurs 19, Prêtres 5, Laboureurs 3, Magistrats 3, Fonctionnaires 3, Négociant 1.

Administrateurs des districts :

Rochefort : Professions libérales 7, Prêtres 2, Négociant 1, Laboureur 1.

Auray : Laboureurs 5, Négociants 2, Professions libérales 1, Prêtre 1, Médecin 1.

Vannes : Professions libérales 3, Laboureurs 2, Magistrats 2, Prêtre 1, Négociant 1, Fonctionnaire 1, Médecin 1.

Hennebont : Négociants 5, Laboureurs 3, Professions libérales 1, Magistrat 1.

Pontivy : Laboureurs 3, Professions libérales 3, Prêtres 3, Négociant 1, Magistrat 1.

Josselin : Professions libérales 6, Laboureurs 5, Prêtre 1, Fonctionnaire 1.

Ploërmel : Professions libérales 8, Fonctionnaires 2, Prêtre 1, Magistrat 1.

Le Faouët : Prêtres 2, Avocat 1, Médecin 1, (Les professions des autres administrateurs ne sont pas indiquées.

LA NOUVELLE VIE ADMINISTRATIVE

I. — Le Département pendant
le second semestre de 1790

Les conseils généraux du département et de districts restèrent un mois inactifs. Il ne revenait pas aux commissaires royaux de mettre les nouveaux corps administratifs en activité ; leur mission avait pris fin le jour de clôture de la dernière assemblée électorale de district. Deux décrets de l'Assemblée Nationale des 28 et 30 Juin, sanctionnés le 2 Juillet par le roi, ordonnèrent aux procureurs-syndics de convoquer les conseils généraux afin de procéder à l'élection de leur directoire.

Le conseil (ou Assemblée administrative) du département siégeant à Vannes, le 27 Juillet, élut Le Gros, Sénéchal de Vannes comme président et l'abbé Le Bosmel, Régnier, Ronault, Le Tutour, Bigarré, Faverot, Le Goasbe comme membres du directoire du département (1).

Les directoires de districts furent élus vers la même époque (2) ; plus encore que dans les conseils, l'élément bourgeoisie de robe, dominait (3).

(1) Archives départementales du Morbihan, L 72.

(2) Archives départementales du Morbihan, L 233. — Les élections eurent lieu à Josselin le 21 Juillet ; à Vannes et à Ploërmel le 22 ; à Rochefort le 27 ; au Faouët le 28 ; à Pontivy le 30 ; à la Roche-Bernard le 2 Août ; à Auray le 3 Août ; à Hennebont le 6 Août.

(3) A Ploërmel, le directoire était composé de trois avocats et d'un ancien sénéchal ; à Josselin de deux avocats, d'un notaire et d'un ancien gendarme ; à Pontivy de deux avocats, d'un prêtre et d'un laboureur ; au Faouët d'un avocat, d'un chirurgien, d'un prêtre ; à Hennebont de trois négociants et d'un laboureur ; à Auray de deux négociants, d'un chirurgien et d'un notaire.

Les administrations de département et de districts héritaient des pouvoirs réunis de leurs prédécesseurs. Anciennement deux organes concouraient, en Bretagne, à l'administration du pays : d'une part, la commission intermédiaire des Etats, organe provincial ; de l'autre, l'intendant représentant le pouvoir royal. La commission intermédiaire répartissait et percevait les impôts appartenant aux Etats ou abonnés par eux ; au point de vue plus proprement administratif, elle était chargée du casernement des troupes, des étapes, de l'entretien des grands chemins. L'intendant et ses subdélégués étaient compétents pour toutes les autres parties de l'administration.

Pour éviter tout heurt dans la transmission des pouvoirs, il fut décidé que chaque département de Bretagne nommerait deux délégués qui, réunis à Rennes, formeraient une assemblée de dix membres, appelée « commission de liquidation des anciennes affaires de Bretagne ». Cette commission avait pour but de recevoir les papiers et documents provenant de l'intendant et de la commission intermédiaire, de les transmettre au département, ainsi que de liquider et répartir les dettes communes. Elle se réunit à Rennes le 13 Septembre 1790.

On se souvient qu'à la suite des dissensions survenues en 1788, entre la noblesse et le Tiers, les Etats de Bretagne avaient seulement prorogé les pouvoirs de la commission intermédiaire, ainsi que la régie des impôts indirects, jusqu'au 31 Décembre 1789. La fin de l'année approchant sans que la nouvelle administration fût organisée, l'Assemblée Nationale, par un décret du 12 Décembre (1) prorogea les pouvoirs de la commission intermédiaire et la régie des impôts jusqu'au 31 Décembre 1790. L'administration nouvelle, entièrement constituée à la fin de Juillet 1790, reçut le 6 Août les instructions du roi pour se mettre en activité. Une lettre du 27 Juillet de l'ancien intendant Dufaure (2) aux administrateurs du département, leur donnait des renseignements sur la marche des affaires et les errements de l'ancienne administration. Fallait-il attendre le 31 décembre 1790, pour que l'administration nouvelle, qui se substituait immédiatement à l'intendant, héritât des pouvoirs de la commission intermédiaire ? Le problème était délicat : il paraissait inadmissible de laisser subsister un organe de l'ancien

(1) Archives départementales du Morbihan, C².

(2) — — — — — L 198.

régime concurremment à l'administration nouvelle et d'autre part, il était bien peu raisonnable de confier à des administrateurs inexpérimentés le travail difficile et déjà fort avancé par d'autres, de la répartition et du recouvrement des impôts. Des lettres patentes, rendues sur un décret de l'Assemblée Nationale du 31 Août (1), adoptèrent un moyen terme, consistant dans le maintien de la commission intermédiaire avec des pouvoirs restreints. Elle ne devait plus s'occuper que des impôts de 1790, l'administration du département lui succédant immédiatement quant à ses autres attributions.

L'administration de la seconde moitié de l'année 1790 comprenait donc divers rouages qui la rendent compliquée. Elle se résume en ceci : La nouvelle administration avait à la fois les pouvoirs de l'ancien intendant et de la commission intermédiaire. Toutefois, celle-ci subsistait avec ses bureaux diocésains jusqu'à la fin de 1790, avec le rôle unique de faire rentrer les impôts. D'autre part, une commission émanant des conseils généraux des cinq départements, siégeant à Rennes, apurait les comptes, liquidait les affaires communes, prenait possession des documents transmis par l'intendance et la commission intermédiaire et les envoyait aux départements.

Un des premiers soins des directoires fut d'aménager leurs bureaux et de recruter des employés. Les difficultés surgirent aussitôt. Les fonds mis à la disposition de la nouvelle administration étaient bien insuffisants, aussi dut-elle délivrer des mandats de paiements sur la Trésorerie de Bretagne, qui subsistait sous la direction de la commission intermédiaire. Il en résultait des complications inextricables pour la Commission de liquidation des affaires communes. Celle-ci devait, en effet, différencier les ordonnances des directoires, relatives aux objets anciennement payés par l'administration de Bretagne, ordonnances devant être acquittées par la Trésorerie et celles ayant pour objet des dépenses relatives à la nouvelle administration, qui devaient être considérées seulement comme des emprunts faits à la caisse de Bretagne. Encore fallait-il se faire rembourser les sommes ainsi prêtées ! En Août 1791, aucune restitution n'avait été faite sur les 110.000 livres empruntées par le département (2).

(1) Archives départementales du Morbihan, C².

(2) Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine. — Fonds de la commission de liquidation : dossier des rapports et requêtes.

Faute de fonds, le personnel des bureaux des directoires fut peu nombreux et mal rétribué. L'administration du département possédait quatre chefs de bureaux, cinq sous-chefs et trois secrétaires dont les appointements étaient respectivement de mille, de huit cents et de six cents francs par an ! Encore exigeait-on un travail assidu ; les bureaux étaient ouverts de huit heures à midi et de deux à sept heures (1).

Le directoire du département siégeait tous les jours. Il fut bientôt débordé par la masse des décrets de l'Assemblée Nationale et par les innombrables demandes venant des districts, des cantons, des municipalités et même des particuliers du département.

Les directoires de district, centres de transmission entre le département et les municipalités eurent des difficultés avec ces dernières.

Au milieu de toutes les institutions nouvelles, les municipalités avaient seules le précieux privilège de succéder sans heurt aux organes extrêmement vivants qu'étaient les communautés et généraux de l'ancien régime. De plus la communauté représentait la paroisse, unité religieuse et administrative fort ancienne, reposant sur de puissantes affinités, alors que le département, le district et le canton étaient de création récente et en tous points artificiels. Les municipalités, dès leur formation, avaient jugé inopportun de continuer les rapports de leurs prédécesseurs avec l'intendant et ses subdélégués (2). L'Assemblée Nationale leur envoyait directement ses décrets ; son autorité lointaine se faisait peu sentir. Les directoires constitués, les municipalités allaient trouver de nouveaux maîtres ; l'instruction royale du 6 Août spécifiait que, dès ce moment, les municipalités ne recevraient plus directement, ni ne feraient d'envoi à l'Assemblée Nationale sans passer par le directoire du district et par celui du département. On comprend, dès lors, que les municipalités n'aient aucunement facilité la tâche des directoires. Dans une lettre du 16 Août au département, le directoire de Josselin se plaint amèrement de la mauvaise volonté des municipalités de son ressort. « Malgré les avertissements fréquents que nous donnons aux différentes municipalités, nous n'avons pu encore les décider à nous

(1) Archives départementales du Morbihan, L. 72.

(2) — L. 198. — Lettre du 27 Juillet 1790 de l'intendant DUFAYE « depuis leur nouvelle organisation les municipalités se sont dispensées de me donner connaissance de leurs opérations ».

accuser la réception des paquets que nous leur adressons, les officiers municipaux nous répondent que leur municipalité ne s'assemble que tous les mois. Nous pensons, que le seul moyen de procurer l'expédition des affaires serait d'ordonner à toutes les municipalités des campagnes de s'assembler tous les dimanches, ce jour étant le plus commode. En leur donnant cet ordre ne pourrait-on pas leur faire entendre que, tout ce qui concerne l'exécution des décrets, regarde spécialement le Bureau (1) sans qu'on soit contraint d'assembler le Corps municipal? Dans les campagnes les notables se croient officiers municipaux; ils se regardent comme autrefois les délibérants, il serait également bon de leur faire distinguer leurs pouvoirs » (2).

L'Assemblée Nationale, en déclarant que les anciens impôts étaient, en principe, abolis et seraient seulement remplacés par des impositions réparties avec équité, avait soulevé bien des enthousiasmes; on crût, on voulut croire, dans certaines régions, que l'on devait immédiatement cesser de payer les anciens impôts. Le 6 Juillet, Gaillard de la Touche, nouvellement élu procureur-syndic du district de Ploërmel, écrivait à l'Assemblée Nationale : « Les assemblées administratives n'étant point encore en activité dans le département du Morbihan, je me vois obligé de vous informer que le peuple des campagnes paraît décidé à ne pas payer la dime. J'espère que nous parviendrons à faire entendre raison aux plus sensés et aux amis de la justice et de la vérité, mais il y a partout des mauvais sujets, des Boutefeu, qui par esprit d'injustice ou par des impulsions étrangères, cherchent à tout contrarier, à inspirer de la défiance, à outrer les prétentions du peuple et à le porter à tout oser; le peuple aime, en général, à s'aveugler, à se secouer de toute gêne et à ne rien payer; il ne se pique guère de droiture et de délicatesse quand son intérêt en souffre et il ne s'amuse point à réfléchir quand il peut se flatter de l'impunité; instrument passif, victime de sa crédulité, il devient facilement coupable des iniquités d'autrui » (3).

(1) L'administration communale était composée : par le corps municipal, le maire et le syndic auxquels étaient adjoints pour les affaires les plus importantes un nombre double de notables, l'assemblée prenant alors le titre de conseil général de la commune. — Enfin l'expédition des affaires courantes devait être le rôle d'une émanation du corps municipal : le Bureau, composé du tiers des officiers municipaux.

(2) Archives départementales du Morbihan, L. 198. — Lettre du 16 Août 1790.

(3) Archives nationales, D. IV, 44.

Les protestations s'élevèrent, non moins nombreuses, quand on songea à établir la nouvelle imposition foncière. Boullé, procureur syndic d'Auray, écrivait au département : « Il semble que la nouvelle imposition sera impraticable. On trouve difficilement des courriers pour envoyer les décrets aux municipalités et ils sont mal reçus » (1).

L'Assemblée avait pris soin cependant, d'observer le principe d'égalité, non seulement dans l'établissement des nouvelles contributions, mais aussi par les modifications qu'elle avait apportées aux anciennes impositions, qui provisoirement, subsistaient. C'est ainsi que les privilégiés devaient figurer pour les six derniers mois de 1789, dans des rôles de supplément. A partir de 1790, ils devaient être inscrits sur les mêmes rôles que les autres contribuables. De fréquentes instructions furent adressées au bureau diocésain de Vannes à ce sujet par la Commission intermédiaire de Rennes ; celle-ci recevait directement les ordres de l'Assemblée Nationale et de ses comités (2). Les receveurs des fouages ayant fait passer trop tôt leurs mandements, les rôles furent établis en certains endroits, suivant l'ancien usage, avec des états spéciaux pour la noblesse et le clergé ; dans certaines paroisses la perception avait déjà eu lieu. La commission intermédiaire fit retirer les amendements, annuler les rôles et restituer les sommes ainsi perçues (3).

Les impositions de 1790, réparties suivant les instructions de la commission intermédiaire, devaient être encaissées par ses agents, les receveurs des fouages. Le département ayant institué des trésoriers de district, ceux-ci acceptèrent indûment les sommes apportées, par inadvertance, par les collecteurs des paroisses. Il en résulta une confusion extrême. La commission de liquidation, qui avait en mains les papiers de la commission intermédiaire, dont les pouvoirs étaient expirés depuis le 31 décembre 1790, dû intervenir près l'administration du département pour faire rétablir dans la caisse des receveurs des fouages, les sommes versées à tort aux trésoriers des districts (4).

Un autre motif de mécontentement et de trouble provenait de la longue indécision de l'Assemblée Nationale sur le domaine congéable. A la suite de l'assemblée électorale, les

(1) Archives départementales du Morbihan, L. 498.

(2) Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine, C. 3.843.

(3) Archives départementales du Morbihan, C. 2. (ordonnance du 28 octobre 1790).

(4) Archives, départementales de l'Ille-et-Vilaine : Fonds de la commission de liquidation.

directoires du département et des districts avaient envoyé de nombreuses adresses à l'Assemblée Nationale afin que les tenanciers fussent déclarés seuls propriétaires, ou tout au moins, à ce qu'il leur fût permis de le devenir en versant de justes indemnités » (1). Propriétaires et tenanciers étaient dans une situation incertaine ; aussi ne cherchaient-ils seulement que leurs intérêts immédiats au détriment de la bonne exploitation de la tenue. Les tenanciers, espérant une législation plus favorable, refusaient d'exécuter les prescriptions de l'usage. Les propriétaires craignant de perdre leur terre congédiaient leurs convenanciers. Les tribunaux variaient d'ailleurs dans leur manière de prononcer sur les demandes en congément : les uns admettaient ces demandes, les autres les rejetaient, d'autres, enfin, se bornaient à les suspendre jusqu'à ce que l'Assemblée ait prononcé (2). A l'égard des bois, les colons, persuadés que la propriété leur sera accordée, s'opposaient à toute exploitation par les propriétaires. L'Etat avait dans son domaine privé des propriétés à convenants, dépendant d'anciens établissements religieux devenus biens nationaux ; les colons espérant en devenir propriétaires sans bourse déliée, s'abstenaient d'acheter le fonds, et les autres acquéreurs étaient écartés par la crainte de se voir dépossédés dans un bref délai.

Enfin la fermentation des esprits fut mise à son comble par l'application de la Constitution civile du clergé. Le décret du 12 juillet 1790 fut sanctionné par le roi, contre son gré, le 24 août seulement. Il parvint au directoire du Morbihan le 13 septembre.

Les évêchés étaient réduits au nombre des départements. Les évêques et les curés étaient élus par les assemblées électorales de département et de districts. L'institution canonique n'était plus demandée au Pape, mais au Métropolitain et en cas de refus de celui-ci, elle était obligatoirement accordée par un évêque, désigné par le tribunal civil. — Les chapitres, abbayes, et prieurés étaient supprimés. Cette conception qui allait contre la loi immuable de l'Eglise ne pouvait être acceptée par les catholiques sincères. Cet essai « d'une Eglise d'Etat instituée par des incrédules » selon le mot de Sorrel devait bientôt aliéner à la cause révolutionnaire, toute la population rurale.

(1) Archives départementales du Morbihan, L 73.

(2) LÉON DUBRUEIL. Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne : (Lettre du district de Pontivy à l'Assemblée Nationale)

Le Chapitre de Vannes réuni, le 8 octobre, protesta contre l'application éventuelle de la nouvelle constitution. Dans beaucoup de paroisses les prêtres refusèrent de lire le décret. Le Directoire prenait le 25 octobre (1) ses dispositions, pour l'extinction du Chapitre et l'exécution de la constitution civile dans le Morbihan. Le Chapitre, de nouveau réuni, maintint sa protestation contre le décret de l'Assemblée Nationale. Le 30 octobre le Directoire menaçait « les ex-membres du Chapitre de la rigueur des lois » et, notifiail « individuellement sa décision, sauf au doyen de l'ex-chapitre, qui avait déclaré que son intention « n'avait jamais été de protester contre les décrets de l'Assemblée Nationale. » Le Directoire avait nettement pris position ; l'inimitié allait, chaque jour, devenir plus profonde entre l'administration et le clergé du département.

Le décret concernant l'obligation du serment pour les ecclésiastiques en fonction, sous peine de destitution, parvint au Morbihan le 4 janvier 1791. Le directoire multipliait ses proclamations et ses adresses aux districts et aux municipalités, mais de violentes protestations arrivaient de tous côtés. A Theix et à Sarzeau, les municipalités déclaraient qu'elles n'exigeraient pas de leurs prêtres le serment prescrit. Les paysans s'assemblaient en maints endroits pour protester. Réunis en grand nombre au Bondon, près de Vannes, ils déclaraient : « Nous voulons et exigeons qu'on ne demande à nos prêtres et prélats aucun serment ; qu'on en déplace aucun. Nous aimons notre évêque et nos recteurs... Nous déclarons que ceux qu'on voudrait mettre à leur place seront regardés par nous comme intrus et illégitimes ; nous voulons la paix ; nous désirons qu'on ne la trouble pas et qu'on ne nous force pas à la résistance » (2). La proximité de cet attroupement de trois cents paysans émut le directoire qui dépêcha son secrétaire à Lorient quérir des troupes. Avant que celles-ci fussent arrivées, cent cinquante protestataires s'étaient groupés devant l'Hôtel du directoire ; ils furent dispersés par la garde nationale.

Cependant, arrivait un détachement d'un millier d'hommes de troupe de Lorient. M^{sr} Amelot, troublé par la visite inattendue de quelques jeunes gens qui s'étaient introduits dans le palais épiscopal, pour lui offrir une cocarde, s'enfuit à travers le jardin. Il regagna d'ailleurs bientôt son habi-

(1) Archives départementales du Morbihan, L 73.

(2) Archives parlementaires, tome XXIII, page 177.

tation. La municipalité décida d'établir une garde à l'évêché, composée de divers détachements actuellement en ville, bien que, l'évêque, entièrement rassuré, ne le demanda pas.

On crut dans les campagnes avoisinantes, que l'évêque était prisonnier et en danger de mort. Dans la nuit du 12 au 13 février, le tocsin sonnait dans toutes les paroisses situées à l'Est de Vannes ; les paysans s'armèrent et marchèrent sur la ville. Le drapeau rouge fut aussitôt arboré par la municipalité de Vannes. Les troupes de Lorient sortirent à la rencontre des insurgés. Le heurt se produisit à deux kilomètres de Vannes, au village de Liziec : Quelques paysans furent tués, d'autres furent faits prisonniers, tous les autres promptement dispersés. (1)

Pendant ce temps l'évêque s'était enfui. Il resta huit jours caché au presbytère de Plumergat. Découvert et ramené à Vannes le 22 février, il fut cité à comparaître devant l'Assemblée Nationale ; aussitôt il partit à Paris, sous la conduite de deux gardes nationaux.

Trois commissaires furent envoyés par l'Assemblée Nationale pour renforcer l'autorité du directoire. Il fallait procéder, en effet, à une opération bien impopulaire : l'élection d'un évêque constitutionnel. Le scrutin du 7 mars désigna le recteur Guégan, député, qui opposa un constant refus aux supplications du directoire. La seconde élection, le 27 mars aboutit enfin : Le Masle, curé d'Herbignac, prêtre médiocre, homme honorable, voulut bien accepter le siège épiscopal. La presque totalité des prêtres refusèrent de prêter serment ; il fallut pourvoir à leur remplacement, des difficultés croissantes en résultaient pour les directoires du département et des districts. On s'engageait dans la terrible lutte religieuse d'où devait sortir la chouannerie.

(1) Archives départementales du Morbihan, I, 73.

II. — Modifications territoriales

L'Assemblée Nationale ne considérait pas les nouvelles circonscriptions comme immuablement établies. L'œuvre de division avait été accomplie dans un délai très bref et sans tenir compte d'intérêts réels inexprimés. Quelques mois d'existence devaient mettre à jour les défauts de la réforme. Il fallait se réserver la possibilité d'y porter remède.

Dans son instruction du 12 août 1790, concernant les fonctions des assemblées administratives, l'Assemblée Nationale envisageait la possibilité de rectification à apporter aux limites des départements, des districts, des cantons et des communes. « Les directoires de département et de district peuvent examiner leurs limites respectives et proposer mutuellement les changements qu'ils jugeront nécessaires ; ils devront aussi recevoir et examiner les pétitions des municipalités qui demanderont à changer, soit de département, soit de district. Lorsqu'il s'agira d'une transposition de territoire d'un district à l'autre, dans le ressort du même département, les directoires des districts intéressés feront parvenir leur vœu commun au directoire du département qui, après avoir vérifié l'utilité du changement demandé, le proposera au Corps législatif.

Lorsqu'il s'agira d'un changement de limites entre deux départements, les directoires feront parvenir au Corps législatif leurs vœux et les avis des districts intéressés.

Les administrations de département ne peuvent faire aucun changement dans le nombre et la distribution générale des districts ; elles pourront néanmoins proposer les considérations d'utilité publique et d'économie qui, sur cet objet, leur paraîtront dignes de l'attention du Corps législatif.

Les directoires de district doivent s'occuper de revoir la composition provisoire de leurs cantons et la rectifier, non seulement quant aux limites, mais encore quant à l'étendue et au nombre des cantons.

Lorsque les directoires de district auront préparé le plan de la rectification de leurs cantons, ils le présenteront au directoire de département avec l'exposition de leurs motifs ; le directoire de département prononcera, après avoir entendu le procureur général syndic, et il en rendra compte au Corps législatif.

Il est dans l'esprit de l'Assemblée Nationale de favoriser les réunions de plusieurs communes en une seule municipalité ; les Corps administratifs doivent tendre à les provoquer et à les multiplier. Le directoire du département est chargé de proposer au Corps législatif les réunions qu'il croit utiles ».

° L'Assemblée Nationale reçut de nouvelles pétitions de Lorient (1) tendant à transférer, en cette ville, le chef-lieu du district de Hennebont. Les discussions passionnées, qu'avaient déjà entraînées cette question, déterminèrent l'Assemblée à laisser les choses en l'état, en accordant toutefois une compensation à la ville de Lorient : le siège du tribunal du district lui fût attribué.

Parmi les cinq départements, qui représentaient l'ancienne Bretagne, celui du Morbihan était notoirement le moindre en population et en richesse, s'il ne l'était encore en territoire. L'échange opéré par l'assemblée des députés bretons, en décembre 1789, cédant Redon au département de l'Ille-et-Vilaine et La Roche-Bernard au département du Morbihan avait été inspiré par l'intérêt particulier des députés de Rennes. Les directoires des départements du Morbihan et de la Loire-Inférieure cherchèrent ultérieurement à revenir à l'ancien état des choses. « On nous a donné au-delà de la Vilaine, déclarait le procureur général syndic du Morbihan en septembre 1790, cinq paroisses qui ne conviennent qu'au département de la Loire-Inférieure dont la rivière fait la limite naturelle » et il en proposait la restitution moyennant des compensations territoriales accordées au nord par l'Ille-et-Vilaine, le Finistère et les Côtes-du-Nord. Ces départements, qui n'avaient rien à gagner à de telles opérations furent nettement hostiles, et le projet n'eut pas d'autres suites. Le département du Morbihan d'aujourd'hui est territorialement tel qu'il l'était en 1790. Seule, la petite paroisse de Locunolé fut cédée au Finistère en 1837.

La population rurale s'était montrée favorable à l'établissement de nombreux districts ; les cultivateurs y trouvaient l'avantage de la proximité de l'administration et du tribunal. Les villes étaient moins partisans de la multiplicité qui entraînait, pour celles qui étaient en posture de devenir chef-lieu, une diminution dans l'étendue du territoire dont elles devenaient le centre. La situation fut rapidement inversée.

(1) Archives nationales, D. IV bis, 11.

Un décret du 30 Août imposa à chaque district les dépenses du tribunal et des corps administratifs qui y étaient établis et à chaque canton les dépenses afférentes à sa justice de paix. Les frais annuels de chaque district pour son tribunal et son corps administratif s'élevaient à trente mille livres. Les habitants des districts faiblement peuplés avaient une part contributive double ou triple de celle de leurs voisins des districts à population plus dense. Les citoyens des districts de la Roche-Bernard et du Faouët payaient pour les dépenses d'administration et de justice 11 livres 2 sols 3 deniers, tandis que ceux de Hennebont payaient seulement 4 livres 5 sols 19 deniers. (1)

Les protestations des paroisses des districts insuffisamment peuplés se firent bientôt entendre : Le 7 Septembre, Muzillac, Noyal, Arzal, Billiers, Lauzac demandaient la suppression du district de la Roche-Bernard. — Locmariaquer et Crach souhaitaient le partage du district d'Auray, entre ceux de Vannes et de Hennebont. Les municipalités du district du Faouët étaient d'accord pour demander la suppression du district et leur rattachement, soit au district de Ploërmel, soit à celui de Hennebont. Le directoire de Pontivy se plaisait à signaler les lourdes charges qui pesaient sur les habitants des campagnes des deux districts voisins, Josselin et Le Faouët, et signalait la décharge qui résulterait pour eux de leur annexion à Pontivy. (2)

Le directoire du département, sollicité de tous côtés, intervint le 30 septembre. Sur la proposition du procureur général syndic, il demanda à l'Assemblée Nationale la réduction à cinq des districts du Morbihan entre lesquels seraient réparties les paroisses ressortissant des districts supprimés : Auray, Le Faouët, Josselin et La Roche-Bernard (3).

La délibération aussitôt connue en ces petites villes y déclencha de véhémentes colères. Les administrateurs d'Auray et de la Roche-Bernard écrivent directement à l'Assemblée Nationale, dédaigneux de passer par le directoire du département qu'ils savent hostile. La Roche-Bernard demande le maintien et l'agrandissement de son district. Auray envoie, avec sa pétition, dix-sept délibérations de municipalités de son ressort en faveur du statu quo. Les électeurs de Josselin réunis le 5 octobre, pour l'élection de juges, déclarent « cri-

(1) Archives nationales, D IV, bis 68.

(2) Archives départementales du Morbihan, L. 354.

(3) Archives départementales du Morbihan, L. 73.

minels, les désirs des partisans de la réduction des districts » : leur recteur, Allain, député à l'Assemblée Nationale, attaque plus directement la délibération du département. « La délibération a été prise à l'insu et en l'absence de plusieurs membres du directoire qui étaient alors occupés à élire des juges dans leurs districts. Les parties intéressées n'ont point été entendues. Les municipalités qui composent les districts dont on demande la suppression n'ont pas été consultées » (1).

La délibération du 30 septembre, qui avait soulevé l'émotion indignée des quatre chefs-lieux de districts, n'aboutit à aucun résultat. Le directoire du département ne renouvela pas sa proposition, il s'aperçut bientôt, en effet, de l'appui très sérieux, le seul sur lequel il puisse compter que lui donnaient les neuf centres administratifs dans la lutte religieuse.

Des pétitions, plus nombreuses encore, que celles tendant à la réduction du nombre des districts, assaillirent le directoire du département. Elles venaient de paroisses situées dans une position excentrique du chef-lieu de leur district ; ces paroisses sollicitaient leur réunion au district voisin. La direction du département débordée repoussa systématiquement toutes ces demandes ; peu à peu les municipalités s'abstinrent et les districts conservèrent leur contexture première.

Au contraire, des modifications furent apportées, aux cantons. Ceux-ci avaient été fixés hâtivement en janvier 1790 comme devant seulement servir de centre aux assemblées primaires. On les avait créés très nombreux afin d'éviter les jours d'élection, un trop long déplacement aux citoyens actifs. Un décret du 16 Août fit du canton, le ressort judiciaire du juge de paix. Les frais de cette juridiction furent mis à la charge des habitants du canton. Dès lors, de nombreuses demandes furent adressées aux directoires tendant à réduire le nombre de ces circonscriptions. Trois seulement aboutirent : sur les soixante-et-onze cantons de janvier 1790, seuls : Bieuzy, Allaire et St-Patern de Vannes furent supprimés (2). Il fallut arriver en l'an X pour qu'une mesure plus radicale vint en restreindre sérieusement le nombre : trente-sept cantons sur les soixante-huit existants disparurent ; par contre on en créa six nouveaux, dans les centres dont l'importance s'était accrue, ce qui porta à trente-sept le

(1) Archives nationales, D IV bis, 68.

(2) Archives départementales du Morbihan, L. 73

nombre définitif des cantons. Ce chiffre est le même depuis un siècle; la seule modification introduite consiste dans le transfert du chef-lieu de canton de Carentoir à la Gacilly en 1837.

L'Assemblée Nationale n'avait pas compté, en prévoyant la fusion des communes, sur l'amour-propre des villages pourvus de municipalité. Une seule réunion de communes fut réalisée, beaucoup plus tard, entre Locoal et Mendon. Toutes les paroisses de 1790, dotées de municipalités sont des communes de nos jours. Vingt-six villages, anciennes trêves de 1789, ont obtenu, au cours du siècle leur érection en communes (1).

Les arrondissements créés en l'an VIII, se formèrent par la réunion des anciens districts, disparus depuis l'an V, mais dont le souvenir était encore vivant.

L'arrondissement de Lorient groupa les communes des districts de Hennebont et d'Auray. Celui de Pontivy les communes des districts du Faouët et de Pontivy. Celui de Ploërmel, les communes des districts de Josselin et de Ploërmel. Celui de Vannes, les communes des districts de Rochefort, de la Roche-Bernard et de Vannes.

VU PAR LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE :

EMILE CHÉNON.

VU PAR LE DOYEN :

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS :

APPEL.



(1) Trêves ou paroisses érigées en communes depuis 1790 :

Brandivy (4 juin 1862). — Chapelle-Neuve. — Chapelle-Gaceline (loi 17 janvier 1874). — Colpo (loi 4 juin 1864). — Damgan 1823. — Etel (loi 7 août 1850). — Gâvres (décret 1^{er} février 1867). — La Vraie-Croix (décret du 9 mars 1870). — Les Forges (loi 12 juillet 1883). — Le Sourn (1^{er} mai 1869). — Locmaria (14 décembre 1889). — Locquetas (17 février 1864). — Porcaro (loi 9 mai 1859). — Quelneuc (loi 2 mai 1863). — Remuniac. — Saint-Armel (décret 22 mai 1858). — Saint-Barthélémy (loi 17 juillet 1867). — Saint-Jean-la-Poterie (loi 20 juillet 1850). — Saint-Malo-des-Trois-Fontaines (décret 23 mars 1858). — Saint-Philibert (loi 23 juin 1892). — Saint-Pierre-Quiberon (loi 13 juin 1856). — Tour-du-Parc (6 avril 1864). — Trédion (28 janvier 1833).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	5

CHAPITRE PREMIER. — L'État antérieur.

I. — *La Bretagne :*

Son particularisme. — Les dissensions entre la noblesse et le Tiers. — Revendications du Tiers-Etat : la représentation aux Etats de Bretagne (organisation des Etats) ; les impôts (examen de l'assiette des impôts). — Le heurt entre les deux ordres en 1788 et les élections aux Etats généraux.....	41
--	----

II. — *Le diocèse de Vannes :*

Sa délimitation et ses subdivisions : doyennés et paroisses. — La paroisse : trêves et frairies. — Représentation politique de la paroisse : le général. — Généraux et communautés. — Attributions : répartition et recouvrement des impôts. — Les différentes circonscriptions de l'ancien régime examinées particulièrement dans le diocèse de Vannes. — Sénéchaussées. — Subdélégations. — Seigneuries ; usements ; le domaine congéable. — Cahiers de doléance de 1789.....	17
---	----

CHAPITRE DEUXIÈME. — L'œuvre de division.

I. — *Division de la province en départements :*

Intérêt d'une nouvelle division du royaume. — Différents projets. — Décrets des 11 et 12 Novembre 1789. — Les Députés sont chargés de procéder au partage de leur province. — L'assemblée des députés de Bretagne ; projet de division en six départements présenté par la députation extraordinaire de Saint-Malo, difficultés auxquelles elle donna lieu ; les députés cessent de délibérer ; l'Assemblée Nationale consultée décrète la division de la Bretagne en cinq départements. — Les députés bretons déterminent alors les limites des départements : le département de Vannes.....	25
---	----

II. — *Division du département en districts et cantons :*

Revendications des villes désireuses de devenir chef-lieu de district. — Principales polémiques : Questembert et Rochefort ; Hennebont et Lorient. — Détermination des districts,	
---	--

cantons et municipalités par les députés du département de Vannes ; vote par l'Assemblée Nationale.....	32
III. — <i>Nom du département :</i>	
Discussions à l'Assemblée Nationale au sujet des noms de départements. — Le Morbihan.....	41
CHAPITRE TROISIÈME. — Les commissaires royaux et les élections.	

I. — *Les commissaires royaux :*

Les corps administratifs du département nécessitent de commissaires pour préparer les premières élections. — Leur nomination par le roi. — Hostilité de l'Assemblée Nationale. — Restrictions apportées aux pouvoirs des commissaires par le décret du 29 Mars. — Les commissaires royaux pour le département du Morbihan ; caractères. — Rapports avec la nouvelle municipalité de Vannes. — Difficultés économiques. — Emeutes d'Avril 1790. — Hostilité des municipalités contre les commissaires. — Les assemblées primaires : Troubles à celles de Malestroit, Bréhan-Loudéac et du Palais. — Attitude de la noblesse et du clergé.....	43
--	----

II. — *L'Assemblée électorale du département :*

Cérémonie religieuse qui précéda l'ouverture des séances. — Nullité des élections de Malestroit. — Election du président. — Renvoi des questions relatives au domaine congéable et au district de Hennebont, à des commissions d'étude. — Les nouvelles élections de Malestroit sont annulées. — Elections des administrateurs du département. — Manœuvre des commissaires royaux pour éviter les discussions étrangères à la mission de l'assemblée : Ordonnance de convocation des assemblées électorales de district. — Discussion concernant l'attribution du chef-lieu du district de Hennebont. — Pétition concernant le domaine congéable. — Adresses diverses. — Election du procureur général syndic.....	55
--	----

III. — *Election des administrateurs de districts :*

Elections dans les districts. — Position sociale des administrateurs élus.....	61
--	----

CHAPITRE QUATRIÈME. — **La nouvelle vie administrative.**

I. — *Le département pendant le second semestre 1790 :*

Election des membres des directoires du département et de districts. — Différents rouages administratifs. — Commission intermédiaire (survie de cet organe de l'ancien régime). — Commission de liquidation des affaires communes. — Directoire du département : Attributions. Rapports des Directoires de districts avec les municipalités. — Difficultés financières : Modifications apportées aux anciens impôts	
---	--

qui subsistent provisoirement. — Difficultés économiques : le domaine congéable. — Difficultés religieuses : Application de la constitution civile du clergé. — Mécontentement de la population rurale. — Prestation de serment : Protestations des municipalités. — Troubles du Bondon et de Liziec. — Fuite de l'évêque. — Sa suspension. — Election de l'évêque constitutionnel..... 63

II. — *Modifications territoriales :*

Instruction du 12 Août 1790 relative aux modifications territoriales. — Nouvelles pétitions de Lorient pour se voir attribuer le chef-lieu du district. — Demandes de modification des limites du département. — Demandes en réductions de districts : Délibération du directoire du département du 30 Septembre 1790. — Demandes en changement de districts provenant des paroisses. — Demandes en réduction de cantons. — Réunion de paroisses. — Erections de nouvelles communes..... 72

CHAPITRE CINQUIÈME. — **L'administration départementale et la révolution.**

Projets de modifications territoriales. — Difficultés économiques et financières. Le domaine congéable et le principe de réciprocité. — Suppression des usements (Loi du 6 Août 1791). — Suppression du domaine congéable (Loi du 27 Août 1792). — Attitude des directoires de districts et du département. — Les assignats. — Les biens nationaux. — La lutte religieuse, le début de la chouannerie. — Les représentants en mission dans le Morbihan. — Suspension et emprisonnement des administrateurs du département. — Incapacité de la nouvelle administration.....

CHAPITRE SIXIÈME (1). — **Le département et la Constitution de l'an III.**

Impossibilité d'application immédiate de la constitution de l'an III. — Coexistence des municipalités de cantons et des districts. — Survie des districts jusqu'en l'an V. — Formation des municipalités de cantons. — Comptes-rendus décadaires des commissaires de directoire près les administrations cantonales. — Situation sociale, religieuse, économique du département. — Loi du 9 brumaire an VI, rétablissant le domaine congéable. — Répercussion du coup d'état du 18 fructidor an V, dans le département : Difficultés croissantes pour organiser les administrations de cantons. — La situation du département au début de l'an VIII.

(1) Ces deux derniers chapitres ne figurent pas dans le volume.



VANNES
IMPRIMERIE OUVRIÈRE VANNETAISE
46, Rue du Mené, 46



